

# Le califat de Sokoto et le Borno

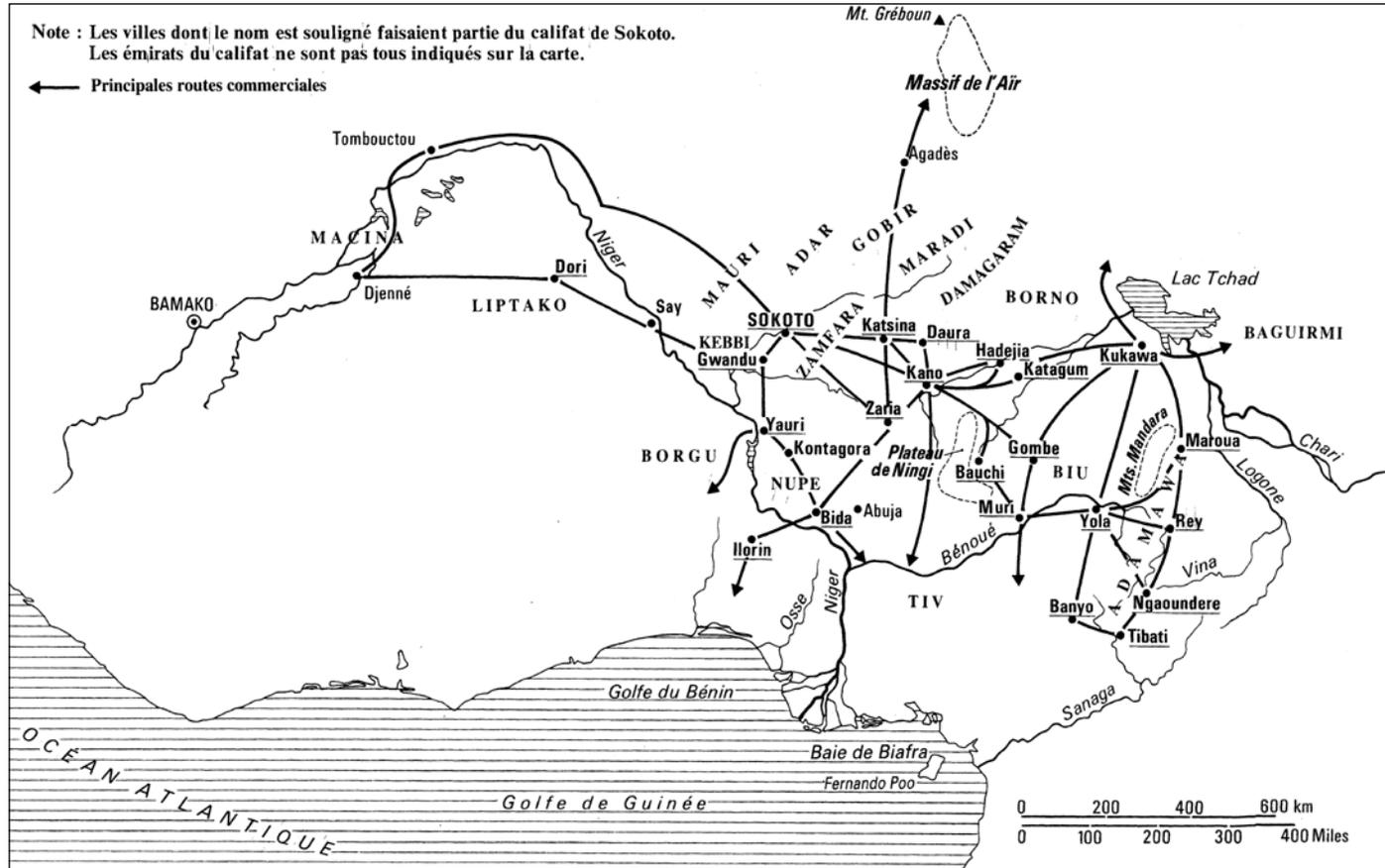
*Murray Last*

## Introduction

La région à laquelle appartenaient le califat de Sokoto et le Borno fut dominée par le califat pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette région comprenait aussi d'autres États et des populations qui, volontairement ou non, jouèrent un rôle considérable. Cependant, le présent chapitre portera seulement sur le califat et le Borno, dont les structures et l'évolution politiques ont fortement influencé l'histoire de toute la région.

Presque tous les États de la région ont fait l'objet d'au moins une étude historique plus ou moins détaillée. Presque toutes ces études se sont limitées à l'histoire politique. On s'intéresse également, depuis quelques années, à l'histoire religieuse et, plus récemment encore, à l'histoire économique ; mais malgré l'abondance des matériaux disponibles, nos données et leur interprétation présentent encore des lacunes considérables. Ce chapitre n'offre pas une synthèse de toutes ces études ; mon intention est plutôt de proposer un cadre permettant de comprendre l'histoire de la région entre 1820 et 1880, ouvrant la voie à de nouvelles recherches.

Mon propos portera essentiellement sur la période 1820-1880, marquée par une relative stabilité politique qui succédait aux conflits, aux famines et à la dislocation de la société civile qu'avait connus la région durant les guerres désignées sous le nom de *djihād*. En vue de cette introduction, la période qui va de 1775 à 1820 environ sera divisée en trois parties : de 1775 à 1795, dans des États comme le Gobir, le mécontentement enregistré au sein du parti réformiste musulman s'exprime pacifiquement mais efficacement ; de 1795



22.1. Le califat de Sokoto, le Borno et leurs voisins (d'après M. Last).

à 1810 environ, l'opposition des intérêts et des idées devient telle entre les divers groupes participant au pouvoir qu'elle les entraîne dans une véritable guerre; enfin, de 1810 à 1820 environ, les nouveaux gouvernements, cherchant à résoudre les problèmes résultant de la guerre, expérimentent de nouvelles méthodes d'administration ou essaient de peupler de nouvelles zones. Après 1820 environ, les administrations remportent leur plus grand succès en redonnant à la région une stabilité politique, ce qui permet un essor économique sans précédent — une période de croissance d'une ampleur telle que la région n'en a pas connu de semblable depuis le XV<sup>e</sup> ou le XVI<sup>e</sup> siècle. La contrepartie sociale de ce succès fut que la région perdit une grande partie de son indépendance politique et économique, ainsi que son mode de vie traditionnel. Elle ne les perdit pas sans résistance, mais l'histoire de cette résistance reste encore à écrire.

### Le commencement des réformes (1775-1795 environ)

Le parti réformiste musulman était le plus puissant et remporta ses succès les plus notables non pas dans le Borno, mais dans les États hawsa et au Nupe, qui avaient fait partie autrefois d'un « califat » élargi du Borno. Des hommes pour l'essentiel favorables à une réforme religieuse accédèrent au pouvoir dans un contexte urbain, par exemple à Nupe (l'*etsu* Jibril), à Kano (le *sarki* Alwali), à Zaria (le *sarki* Ishāḳ) et à Katsina (le *sarki* Gozo). Même au Gobir, au Kebbi et au Zamfara, où le Shaykh 'Uthmān dan Fodio prêchait la réforme à des foules toujours plus nombreuses, les sultans, comme Bawa Jan Gwarzo à Alkalawa, étaient prêts à s'entendre avec les réformistes. Mais c'est dans les campagnes que le mouvement réformiste était le plus profond et qu'il obtint les succès les plus spectaculaires. Ce mouvement fut d'abord dirigé, mais sans grande subtilité, par al-Hadīdj Jibril al-Aqdasi (d'Agadès); il se développa ensuite, sous la direction beaucoup plus habile du Shaykh 'Uthmān qui remplissait, comme d'autres lettrés dans la région, la fonction de conseiller auprès des sultans. Le mouvement eut d'abord pour objectif de diffuser l'éducation musulmane et la pratique de l'islam dans les campagnes. Mais, après 1788 environ, les réformistes s'efforcèrent plutôt de fonder des communautés autonomes, surtout à la périphérie des États hawsa, et réclamèrent, pour les musulmans qui vivaient dans les communautés déjà existantes, le droit de former une « caste » autonome<sup>1</sup>.

Cet abandon de la stratégie de réforme de l'État en faveur d'une stratégie d'autonomie à l'intérieur ou à l'extérieur de l'État s'est accompagné d'autres événements sur le plan politique. Le Gobir avait, dans une large mesure, cessé de payer le tribut au Borno (peut-être avait-il ainsi perdu, aux yeux des réformateurs, une partie de sa légitimité islamique); de même le sultanat

1. Pour une bibliographie détaillée du *shaykh* 'Uthmān b. Fūdī (ou « dan Fodio » en hawsa), voir M. Hiskett, 1973. On trouvera une biographie du *shaykh* écrite par un de ses compagnons dans: U. F. Malumfashi, 1973. Pour une nouvelle analyse du mouvement replacé dans son contexte ouest-africain, voir M. Last, 1988.

du Mandara, qui limitait le Borno au sud, s'en était rendu indépendant à la suite d'un soulèvement vers 1781; tandis qu'au Borno même le gouverneur du Daya était prêt à conquérir et affirmer son autonomie<sup>2</sup>. À cette époque de morcellement politique, les réformistes comprenaient, semble-t-il, que leurs succès ne pourraient être que temporaires s'ils se contentaient de faire nommer des sultans favorables à la réforme; et que même si cela comportait plus de risques, ils obtiendraient des résultats plus durables en créant des communautés autonomes et en faisant reconnaître leurs droits en tant que « caste » autonome. Cette stratégie présentait deux autres avantages: tout d'abord, elle avait déjà été employée non seulement au Borno, mais aussi ailleurs en Afrique occidentale; ensuite et surtout, elle évoquait l'expérience du Prophète à La Mecque.

### La confrontation militaire (1795-1810 environ)

La revendication et l'obtention de droits particuliers au sein de l'État musulman par les musulmans adhérant à une orientation particulière (les Hawsa appelaient les réformistes « Kadirawa » parce qu'ils appartenaient à la confrérie de la *Ḳadiriyya*) eurent pour conséquence que les fonctionnaires locaux furent privés de leurs pouvoirs exécutifs et fiscaux sur certaines de leurs administrations. Une partie croissante de la population (y compris les esclaves) réclamant ces privilèges nouveaux, les autorités locales rejetèrent nombre des nouvelles revendications et eurent recours à la force pour rétablir leur pouvoir. Au milieu de cette agitation, des esclaves s'échappaient et allaient chercher la liberté dans les nouvelles communautés autonomes qui refusaient de les rendre à leurs maîtres pour la raison que les fugitifs étaient musulmans. Les mesures que prit le gouvernement pour ramener l'ordre et pour se dédommager de ses pertes ne firent qu'aggraver la division entre la société urbaine et la société rurale: ses agents venaient fréquemment sur les marchés confisquer les produits agricoles et le bétail. Encore plus graves furent les attaques lancées — peut-être à titre de représailles — contre les pasteurs fulbe (peul) pour les réduire en esclavage et s'emparer de leurs troupeaux, dans l'idée que les réformistes (dont beaucoup parlaient la langue des Fulbe, ou fulfulde) seraient ainsi contraints de mettre fin à leurs activités. On peut soutenir rétrospectivement que cette décision fut, de toutes celles qui furent prises pendant la guerre, la plus lourde de conséquences: en jetant les Fulbe dans le camp des réformistes, elle permit à ces derniers de reconstituer peu à peu leurs forces après des échecs désastreux et, en définitive, de gagner la guerre avec leurs alliés pasteurs; elle donna à l'élément militaire constitué par les pasteurs une influence imprévue dans

2. Au sujet du Mandara, voir B. M. Barkindo, 1983. Au sujet du Borno au XVIII<sup>e</sup> siècle, voir J. E. Lavers, 1980, p. 206-209. Il semble que le Daya soit finalement entré en rébellion vers 1805, voir S. W. Koelle, 1854, p. 212-223. Les raisons profondes du déclin du Borno, d'une part, et de la pénétration de l'islam dans les campagnes, d'autre part, sont complexes et controversées. Une des causes économiques est le déplacement, au XVIII<sup>e</sup> siècle, du commerce vers le sud, qui accrut l'importance des agriculteurs-commerçants et les poussa à lutter pour la liberté du commerce.

l'État créé après le *djihād*, et modifia en conséquence considérablement l'administration du nouvel État. Enfin, elle renforça le cliché répandu par les historiens du Borno, selon lequel le *djihād* n'était qu'une guerre de Fulbe, et en conséquence donna du crédit à la formule de « l'Empire fulbe » employée à propos du califat<sup>3</sup>.

La guerre fut déclarée officiellement en 1804, après que le *shaykh* 'Uthmān, suivi de sa communauté, eut accompli la *hidjra* de Degel à Gudu, où il fut élu *imām* du nouvel « État ». Au début de 1806, des bannières avaient déjà été distribuées, et des chefs militaires officiellement placés à la tête des troupes dans chaque région. Dans chacun des États hawsa, la stratégie des réformistes consistait à laisser, tout d'abord, leurs troupes opérer localement et à les réunir, ensuite, pour une attaque conjuguée contre la capitale. Ainsi, les forces armées du *shaykh*, et celles de ses alliés de Kano, par exemple, combattaient séparément tandis que, à Kano même, chaque unité menait ses propres opérations. La défaite d'une armée n'entraînait donc pas celle de tout le mouvement, mais la décentralisation du commandement devait avoir plus tard d'importantes répercussions politiques.

Utilisant la tactique et les armes de la guérilla, les réformistes jouissaient d'une sécurité relative dans les campagnes. Ils disaient perdre moins d'hommes au combat qu'à cause de la famine et des épidémies. Cependant, l'armée du *shaykh* fut presque anéantie en au moins deux occasions (Tsuntsua, 1804; Alwassa, 1805), et les pertes subies, surtout lorsqu'elles atteignaient lettrés et étudiants, le firent dépendre plus que jamais du soutien des pasteurs. De plus, poussés par la faim, les Touareg se dirigeaient vers le sud en nombre toujours plus grand, pour acheter des vivres ou pour s'en emparer, et disputaient les pâturages et les céréales — déjà rares — aux réformistes et à leurs alliés pasteurs. Jusqu'alors (vers 1804), les réformistes, parmi lesquels il y avait des lettrés touareg, et qui avaient pour allié le sultan d'Agadès, avaient réussi à éviter tout conflit grave avec les Touareg.

Pour gagner la guerre rapidement, il fallait prendre et conserver le palais du sultan dans chaque État. En effet, la guerre, à ce stade, avait beaucoup plus pour enjeu la prise du pouvoir que le contrôle d'un territoire. Ce n'est qu'au Borno que l'autorité du *may* fut suffisamment forte pour survivre à la perte de sa capitale, Birni Ngazargamo; en partie parce que les réformistes, après avoir conquis la ville, furent eux-mêmes incapables de s'y maintenir et finirent par l'abandonner. Sur le plan militaire, la royauté était symbolisée — et défendue — par la cavalerie lourde, monopole de l'État. Grâce à leur meilleur moral et à leur tactique supérieure, les archers et les lanciers des réformistes, soutenus par quelques cavaliers, pouvaient, dès lors qu'ils avaient le choix du terrain, défaire la cavalerie royale relativement inefficace. Mais, pour gagner la guerre, les réformistes avaient besoin de leur propre

3. Au sujet des accusations de l'époque selon lesquelles le *djihād* ne concernait que les Fulbe, voir les lettres provenant du Borno que cite Muḥammad Bello, 1951, et la lettre du lettré 'Abd al-Salām que Muḥammad Bello cite, 1970, vol. 1, p. 18-35. Les documents de l'époque ne nous renseignent en détail que sur les combats du *djihād* qui se déroulèrent dans la région de Sokoto; on en trouve des résumés dans M. Hiskett, 1973, et M. Last, 1967a.

cavalerie et il leur fallait modifier en conséquence leur organisation militaire. Les « guérillas » devaient se transformer en gouvernement.

En janvier 1809, après quatre années de combats intermittents, les principaux États hawsa avaient capitulé et leurs sultans pris le chemin de l'exil. Les combats les plus durs avaient été livrés par les troupes du *shaykh* au Gobir. Malgré leur infériorité en nombre et en armement, les réformistes musulmans avaient remporté, en 1807 et en 1808, une série de victoires sur tous les fronts, ce qui leur apparaissait comme un miracle et comme la preuve de leur bon droit ; dans ce cas aussi, le parallèle avec la victoire du Prophète à la bataille de Badr ne faisait que confirmer cette conviction.

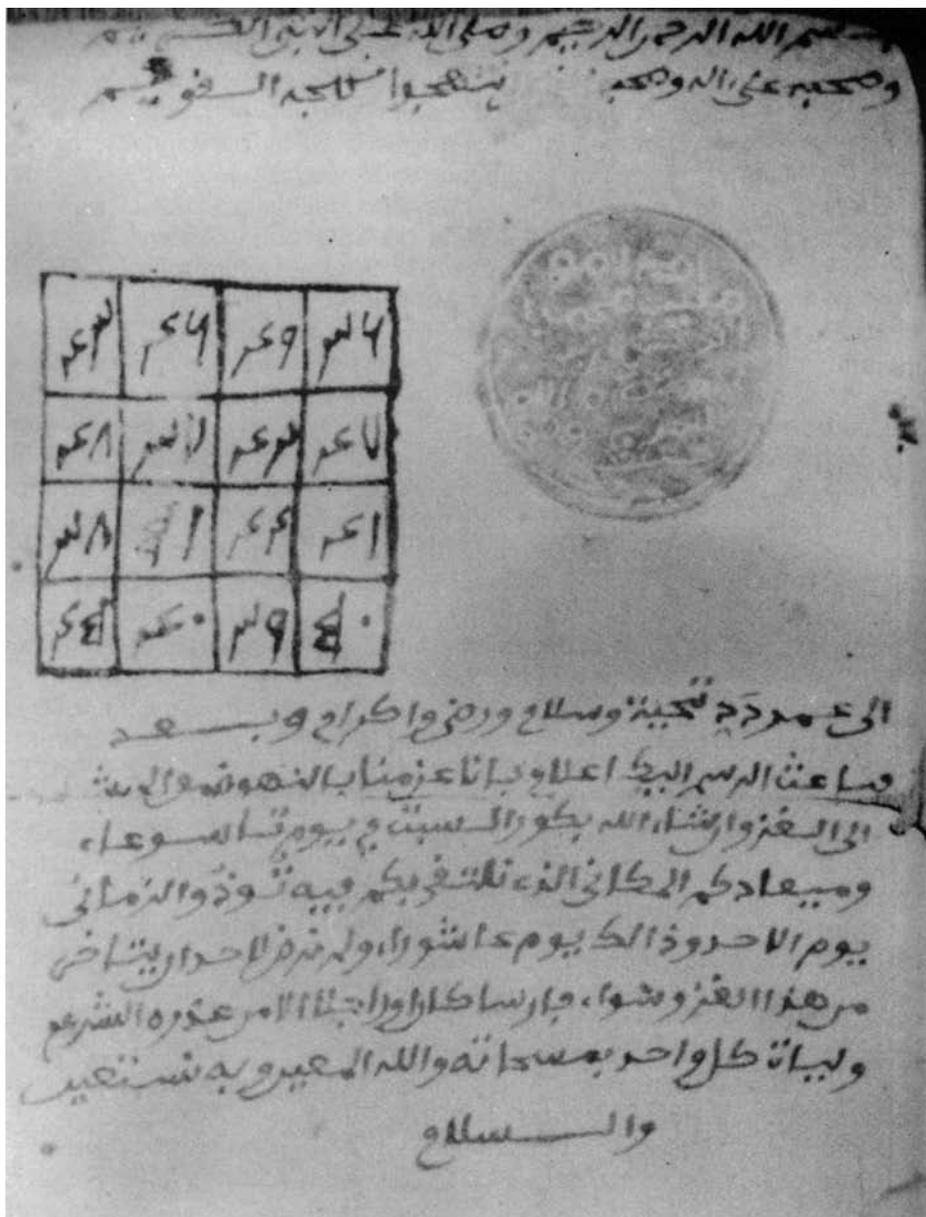
### Les conséquences de la guerre (1810-1820 environ)

Après quatre années de guerre, de famine et d'épidémies, le problème majeur était celui de la reconstruction. Certains des vaincus, par exemple les may du Borno ou les anciens sultans hawsa, essayèrent, en exil, de reconstituer une cour et une armée pour reconquérir leurs royaumes. Ceux qui y réussirent le mieux furent les *may* du Borno, et ceux qui y réussirent le moins bien furent sans doute les anciens sultans de Kano ; d'autres souverains en exil conclurent simplement un accord avec le nouveau régime. Dans certaines régions comme le Nupe, la guerre n'était pas encore finie ; dans d'autres, par exemple dans l'Oyo, elle ne faisait que commencer.

La tâche de reconstruction des vainqueurs fut compliquée par la nécessité d'observer rigoureusement la loi islamique. Au début, le *shaykh* 'Uthmān s'était montré très strict dans son interprétation de la loi, mais après 1810 son attitude changea progressivement et il en vint à tolérer des pratiques (par exemple celle de la musique) qu'il avait antérieurement condamnées<sup>4</sup>. Les chefs du *djihād*, le *shaykh* 'Uthmān, son frère 'Abdullāhi et le fils du *shaykh*, Muḥammad Bello, s'attachèrent cependant à nommer, à tous les échelons de l'administration, des hommes qui possédaient à la fois l'instruction nécessaire pour comprendre la loi islamique et l'autorité personnelle nécessaire pour l'appliquer. Mais beaucoup de lettrés et d'étudiants avaient été tués pendant la guerre et, même dans la région de Sokoto, il ne restait plus assez d'hommes instruits pour remplir, dans les campagnes, tous les postes d'émirs, de juges et *d'imām*. Ailleurs dans le califat, cette pénurie était encore plus aiguë, bien que le *shaykh* eût pour politique de renvoyer les étudiants dans leur région d'origine. Pour compenser ce manque, il fallut bien, sous la surveillance de l'administration centrale, confier les postes vacants à des parents de fonctionnaires qui étaient déjà en place.

Une autre solution provisoire consistait à recourir à des fonctionnaires de l'ancien régime. Au début, certains furent nommés à des postes de l'administration locale ou du pouvoir judiciaire (à Kano, on les appelait « hawsawa »), mais leur fidélité au nouveau gouvernement fut bientôt mise en doute et

4. Pour plus de détails sur ce changement d'attitude, voir F. H. al-Masri, 1978, p. 13-33.



22.2. Lettre de Muhammad Bello, calife de Sokoto, 1817-1837 à Umar Dadi de Kanoma fixant les détails d'un rendez-vous en vue d'une campagne.

[Source: J. F. A. Ajayi et M. Crowder (dir. publ.), *History of West Africa*, vol. 2, 1974, 1<sup>re</sup> éd. Longman, Londres. Photo: à notre grand regret, nous n'avons pas trouvé trace du détenteur des droits afférents à cette photo; toute indication permettant de combler cette lacune sera bienvenue.]

beaucoup furent remplacés au niveau local. De même se posait la question de savoir s'il fallait autoriser les commerçants des anciennes « régions ennemies » à opérer sur les marchés du califat. Il semble que ce commerce transfrontières ait rapidement suscité la méfiance, ce qui mit dans une situation délicate les commerçants hawsa, qui étaient restés sur place, et les fonctionnaires hawsa, qui souhaitaient redresser une économie fondée sur le commerce.

Étant donné l'inexpérience de la nouvelle administration et la méfiance latente, la direction des affaires du califat fut, au début, une tâche écrasante. Le *shaykh* était saisi de très nombreux différends surgis dans tout le califat. Il s'agissait, en premier lieu, des différends opposant les chefs militaires ou les lettrés qui se disputaient le gouvernement de territoires. En fait, nombre de ces différends se réglaient par la force, ou par la décision de la partie lésée d'établir son autorité, sans tenir compte de son adversaire et de prêter allégeance directement au *shaykh*. En second lieu, il s'agissait de problèmes ayant trait aux plaintes qui faisaient suite aux abus commis par les armées du *djihād* durant la guerre — les affaires d'asservissement injustifié ou de prise de possession illicite de biens ou de terres. Enfin, se posait le problème de la déception éprouvée par certains lettrés, en partie due à l'adoption par le *shaykh* des idées millénaristes, suivie de sa volte-face après 1810<sup>5</sup>. Au moins un *mahdī* se manifesta, et trouva des adeptes dans le nouveau califat; mais il fut brûlé sur le bûcher. Toutefois, d'autres lettrés tels Dan Buya ou les partisans d'Abdul-Salām, continuèrent d'entrer en dissidence.

Les dissensions se multiplièrent et se compliquèrent, au point que le *shaykh* décida de se retirer, pour se consacrer à l'enseignement et à l'écriture; il tomba malade vers 1815, et mourut deux ans plus tard. Comme dès 1812, c'est-à-dire cinq ans auparavant, la tâche de l'arbitrage des différends avait été partagée entre 'Abdullāhi dan Fodio et Muḥammad Bello, le fils du *shaykh*, la mort de ce dernier n'entraîna pas de changement brutal dans l'orientation politique du califat. La plupart des désaccords tenaient en partie à la structure des émirats à cette époque, où l'on retrouvait la décentralisation qui avait marqué l'organisation militaire au moment du *djihād*. L'émir, même s'il était le titulaire initial de cette fonction, et « porte-étendard », n'était encore que le *primus inter pares*; dans certains cas, il y avait plusieurs « porte-étendard », tandis que, dans d'autres, le premier émir ne parvenait pas à imposer son autorité. En 1820, une partie des « porte-étendard » les plus anciens étaient déjà morts, ou bien un arrangement avait été conclu.

Enfin, les réformistes ne dominaient alors sans partage qu'un territoire relativement limité. Pour ce qui est de Sokoto même, la zone habitée et sûre se réduisait à une bande large de 40 km et longue de 65 km, qui s'étendait au sud de Sokoto. De même, en ce qui concerne Kano, Katsina, Daura et Zaria, ils ne contrôlaient qu'une petite partie de l'arrière-pays, et leur situation territoriale était probablement encore plus précaire dans des émirats comme celui de Bauchi. L'important reste qu'en 1820 il n'existait pas d'autre gouver-

5. Pour plus de détails sur le mahdisme, voir M. A. al-Hajj, 1973.

nement viable, jouissant d'une apparence de légitimité ou d'un large soutien, qui puisse rivaliser avec la nouvelle administration. Dès lors, le problème de celle-ci était d'étendre son autorité aux campagnes, et de les incorporer au califat. Au Borno, en revanche, le problème des *may* était de mettre à profit les liens qu'ils avaient conservés avec les campagnes pour réorganiser l'État et sauvegarder son autonomie par rapport au nouveau califat.

## Le califat de Sokoto de 1820 à 1880

En 1820, le califat de Sokoto comprenait sept émirats principaux, et deux autres grands émirats étaient encore en formation. Le Borno se reconstitua après avoir perdu sa capitale et une grande partie de ses territoires à l'ouest et au sud. Pour faire comprendre les changements que signifiaient les termes « califat » et « émirat », il nous faut décrire rapidement, et très schématiquement, le système politique que les réformistes avaient remplacé.

L'aspect le plus remarquable de ce système était le rôle qu'y jouait le roi, désigné sous le nom de *may*, *sarkin*, *etsu* ou *alafin*. Avant les changements politiques survenus à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le roi remplissait des fonctions rituelles, et jouait un rôle qui exigeait un certain isolement par rapport à son peuple; le palais royal était plus qu'une simple demeure; il avait quelque chose de sacré. Le roi était en quelque sorte au-dessus de la politique; il symbolisait l'autorité suprême, et tous les actes de la vie publique étaient accomplis en son nom; il représentait l'État. Des eunuques et des esclaves des deux sexes, sans parents ni héritiers, assuraient le service du palais et de la personne du roi, constituant un secteur de l'administration. Une autre section se composait de grandes familles indépendantes, pourvues de titres héréditaires, dont les titulaires possédaient leur propre suite. Une troisième section était constituée par la famille du roi, en particulier par sa mère ou sa sœur, par ses frères et ses fils. La composition des conseils et des organes qui étaient chargés des rites ou investis du commandement militaire variait dans le détail selon les États; les esclaves du palais et les hommes libres titulaires de postes étaient souvent divisés en ordres, au sein desquels ils pouvaient bénéficier de promotions. La rivalité politique se limitait aux fonctions placées sous l'autorité du roi. Il semble qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le roi ait eu tendance à participer plus activement à la vie politique, à se conformer de façon plus exclusive aux exigences de l'islam et à promouvoir des réformes inspirées des conceptions politiques islamiques<sup>6</sup>. Dans le domaine économique, il semble qu'à la même époque la consommation, en particulier celle des cotonnades, ait progressé, de même que la demande d'esclaves; le besoin de réglementer et de protéger ce marché en expansion se faisait sentir. Ces changements eurent des répercussions dans les campagnes sur les commerçants, les cultivateurs et les pasteurs, car ceux qui se disputaient le

6. Pour une analyse de la structure politique du Borno avant le *djihād*, voir J. E. Lavers, 1980, p. 187-209; N. M. Alkali, 1978. Sur les États hawsa avant le *djihād*, voir A. Hassan et A. S. Naibi, 1962; M. G. Smith, 1960; et Y. B. Usman, 1981.

pouvoir politique cherchèrent à affermir la base de leur puissance. Aussi les victimes de ces changements furent-elles très nombreuses à prendre le parti du *djihād*.

Les réformistes musulmans (qui comprenaient au moins un des derniers rois hawsa réformateurs) voulaient mettre en place un système politique très différent. Le roi fut remplacé par un émir dont ni la personne ni le palais n'était sacré. La source de l'autorité n'était plus l'État personnifié par le roi, mais Allah. En conséquence, l'émir était désigné non pas en raison d'un caractère sacré héréditaire, mais pour sa piété. L'émir était *primus inter pares*; ses compagnons pris collectivement étaient appelés à partager le pouvoir, sous sa direction. Les esclaves du palais n'avaient donc plus pour rôle que le service personnel de l'émir; les dignités de reine mère et de reine sœur furent abolies. L'émir faisait partie du monde politique et sa charge pouvait théoriquement être occupée par n'importe quel candidat suffisamment pieux. Conformément au projet des réformistes, une administration restreinte composée de ministres, de juges, d'inspecteurs, de policiers et d'*imām* fut mise en place; la *shari'a*, telle que l'interprétait l'école malikite, devait régir les relations entre les personnes et entre les groupes. Il s'agissait de limiter et d'encadrer les processus politiques, d'éviter le détournement de règles jusqu'alors non écrites et de restreindre le rôle politique du palais qui prenait de plus en plus d'importance. Les rois étaient musulmans, mais ils détenaient un pouvoir rituel fondé sur des croyances religieuses locales traditionnelles. Il fallait remplacer ce pouvoir ambigu par un pouvoir dont la seule source était Allah, un pouvoir non seulement acceptable pour la communauté musulmane, mais aussi impliquant une responsabilité vis-à-vis de cette communauté. Le projet des réformistes est exposé de façon claire et détaillée par 'Abdullāhi dan Fodio dans son ouvrage le *Diya' al-hukkam*, destiné à familiariser la communauté de Kano avec sa nouvelle constitution<sup>7</sup>. À mesure que des problèmes se posèrent, Muḥammad Bello et les califes suivants écrivirent aux dirigeants des nouvelles communautés pour attirer leur attention sur les éléments essentiels du nouveau système, et y ajouter des détails pratiques. On peut considérer l'histoire politique et intellectuelle de la région au XIX<sup>e</sup> siècle comme un effort prolongé pour appliquer, parfois avec des modifications, le projet des réformistes, mais encore (le projet le justifie aussi) comme l'histoire du développement et de l'intégration délibérés des économies rurales de la région et du resserrement de leurs liens, d'abord avec les économies méditerranéennes, puis avec les économies atlantiques. Les réformistes avaient en outre une préoccupation qui revêtait un caractère pressant et grave: il fallait relever matériellement et spirituellement la communauté à temps pour la venue attendue du Mahdī.

7. Pour une étude plus récente des idées d'Abdullāhi dan Fodio et de leur contexte, voir A. A. A. Hamid, 1980. Pour une étude générale de la théorie et de l'action politiques du califat, voir M. M. Tukur, 1977. De nombreux titres traditionnels antérieurs au *djihād* furent par la suite rétablis, y compris, dans certains émirats, des titres réservés aux femmes jouant un rôle important dans la famille régnante (par exemple, *madaki* à Kano, *inna* à Sokoto). Sur le rôle et l'organisation des femmes au XIX<sup>e</sup> siècle: voir J. Boyd, 1982.

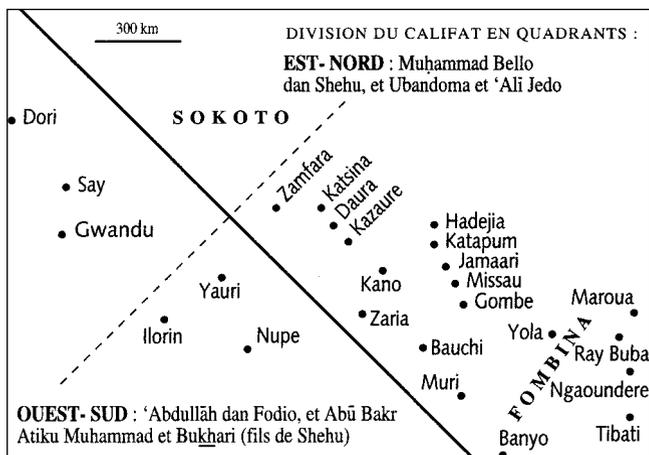
## La fonction de calife

L'une des plus importantes innovations des réformistes fut l'établissement de la fonction de calife. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les États hawsa et leurs voisins étaient des unités politiques autonomes. À différentes époques, le Borno avait exercé une certaine suzeraineté sur ces États, en faisant appel à la notion de califat; son *may* restait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le souverain le plus ancien et probablement le plus puissant de la région. Le nouveau système plaçait explicitement les émirats sous la suzeraineté du calife de Sokoto, qui désignait les détenteurs du pouvoir dans les différentes régions. Fondé sur la pratique constitutionnelle de l'islam, le pouvoir du calife transcendait toutes les spécificités locales ou ethniques, lui conférant une prééminence qu'aucun souverain n'avait eue avant lui; eu égard à l'origine divine de son pouvoir, il fallait qu'il ait un comportement visiblement différent de celui des souverains du régime précédent, en refusant le décorum, la ritualisation, et la richesse ostentatoire. Avant même la mort du *shaykh* 'Uthmān dan Fodio en avril 1817, le califat avait été divisé en deux grandes régions administratives (Sifawa, 1812).

La division d'un territoire en quadrants est un procédé assez répandu; il fut probablement employé au Wadāi et au Borno, et les cartes symboliques des villes hawsa étaient conçues sur le même plan. Les quatre zones, groupées par deux, formaient deux grandes zones administratives dirigées chacune par un chef assisté de deux adjoints.

Quand Bello devint calife en 1817, cette organisation fut modifiée. Avant 1817, le calife, le *shaykh* 'Uthmān, déléguait tous ses pouvoirs à son frère, 'Abdullāhi, en tant que vizir, et à son fils, Muḥammad Bello, en tant qu'*āmīr al-Sūdān* (« Émir des Noirs »). En 1817, le nouveau calife (Muḥammad Bello) laissa à son tour le gouvernement des émirats occidentaux à son oncle 'Abdullāhi, qu'on appela dès lors simplement « l'émir »; mais il garda pour lui-même le gouvernement des émirats orientaux, déléguant seulement des pouvoirs exécutifs à son ami et serviteur Gidado, qui reçut le titre de vizir.

Comme l'administration avait pour responsabilité la perception de l'impôt, il était normal que les émirats les plus riches fussent placés directement sous l'autorité du calife. Les émirats orientaux, en particulier Kano et Zaria pendant la période initiale, pouvaient subvenir aux besoins financiers du califat. Sans leur apport, il eût été difficile de développer la capitale et son arrière-pays, ou même de recevoir les visiteurs avec la générosité nécessaire. Ces deux émirats



La plupart des émirats indiqués sur cette carte furent fondés après 1812.

envoyaient régulièrement à Sokoto des esclaves, ainsi que des tissus et d'autres produits. Ces esclaves, en particulier, étaient indispensables pour étendre les terres cultivées autour de Sokoto et des villages voisins (car cette région n'était guère cultivée auparavant), et pour construire des ouvrages défensifs : murailles en terre et bâtiments aux toits plats à l'épreuve du feu, ainsi que mosquées permanentes destinées aux nouvelles communautés<sup>8</sup>.

Les relations entre Sokoto et Gwandu étaient trop complexes pour qu'il soit possible ici de les décrire en détail ; elles dépendaient d'ailleurs en partie de la personnalité des émirs. Cependant, elles tenaient du système dualiste si répandu en Afrique occidentale : tandis que Gwandu jouait le rôle de l'oncle et représentait le pouvoir rituel (les émirs de Gwandu étaient connus pour leur piété), à Sokoto, le calife jouait le rôle du neveu entreprenant qui a la charge des affaires et détient le pouvoir politique réel. Une relation de ce genre semble avoir existé entre 'Abdullāhi et Bello et entre Khalīl et 'Alī, décourageant tout conflit, et expliquant que Gwandu ne se soit guère soucié de renforcer son pouvoir sur les émirats qui lui étaient subordonnés.

Les rapports entre les autres émirs et le calife, pendant la période 1820-1845, ressemblaient plus à ceux qui unissent d'anciens compagnons d'armes ou d'anciens condisciples qu'à de véritables rapports hiérarchiques. L'émir Yakubu du Bauchi, un compagnon de la première heure, et qui n'était pas un Fulbe comme les autres émirs, eut, avec les califes, après la mort de Bello, des relations particulièrement étroites, presque celles d'un oncle avec ses neveux. Les émirs acquièrent inévitablement une grande autonomie en consolidant l'assise territoriale de leur autorité ; mais il est difficile de déterminer avec certitude si le calife ne vérifiait pas, ou ne recommandait pas certaines nominations dans les émirats (celui de Kano, par exemple) de la même façon que, pendant le *djihād*, le *shaykh* 'Uthmān les avait soigneusement supervisées en distribuant rigoureusement les étendards.

### L'administration du califat

Comme Muḥammad Bello cumulait trois fonctions (calife, chef des émirats orientaux et chef de la région de Sokoto), il fut obligé d'établir une administration. En tant que calife, il était appelé à écrire des livres et des lettres d'avis ; en tant que chef militaire local, il devait assurer la défense de Sokoto. De plus, il ne se déplaçait guère qu'entre Sokoto et Zamfara. Son administration était donc chargée, dans une large mesure, de l'administration des émirats orientaux, et notamment de la perception des impôts nécessaires au califat.

Le calife recrutait ses fonctionnaires dans les cinq groupes suivants : ses domestiques, pour la plupart esclaves ou eunuques, qui s'occupaient par exemple des écuries ; ses anciens compagnons d'armes, qui remplissaient maintenant les fonctions de conseillers ou de messagers extraordinaires ; les proches parents de son père, le *shaykh* ; les chefs des clans fulbe ; enfin, les familles qui avaient appartenu à la communauté dirigée par son père, et qui

8. On ne sait pas exactement quand commencèrent ces envois, ni quel était leur montant. Les sommes demandées augmentèrent brutalement vers 1850. Voir M. G. Smith, 1960, p.154 et 157.

formaient maintenant, à Sokoto, la classe des lettrés. Ces derniers se virent confier des fonctions judiciaires ou religieuses dans la nouvelle administration, ou des postes régionaux subalternes, tandis que les responsabilités les plus importantes, à Sokoto, allaient aux chefs de clans et aux parents du calife. Les conseillers du calife, qui portaient des titres comme ceux de *waziri*, *magajin gari*, *magajin rafi* ou *galadima*, étaient chargés des relations du calife avec les émirats, qui relevaient pour la plupart de l'administration du vizir. Ces fonctionnaires avaient eux-mêmes des domestiques, et certains quartiers de Sokoto leur étaient réservés; mais ils jouèrent, au début, un rôle relativement mineur dans l'administration de la région, et dans la vie politique locale; car ils étaient éclipsés par le *sarkin yaki* ou les lettrés de la famille du *shaykh*. Cependant, au cours du siècle, à mesure que leur propre lignage se développa et s'enrichit, ils exercèrent une influence croissante sur la politique de Sokoto, et en particulier sur l'élection du calife.

Une des principales tâches de l'administration du califat consistait à nommer les émirs ou à ratifier leur nomination, ainsi qu'à régler les querelles de succession. Le délégué du calife (le *waziri*, par exemple) installait le nouvel émir dans ses fonctions; il apportait avec lui la lettre appropriée portant le sceau du calife, et où il n'y avait plus qu'à inscrire le nom de l'émir. L'année suivante, le nouvel émir allait en personne à Sokoto rendre hommage au calife. Comme les interrègnes pouvaient facilement devenir des périodes d'anarchie et de troubles, il importait de ne pas les laisser se prolonger plus d'une semaine. La responsabilité des délégués du calife était donc, dans certains cas, considérable. De ce pouvoir de nommer (ou de démettre) les émirs découlait une fonction de médiation qu'exerçaient le calife et ses délégués: ils tranchaient en dernier ressort les différends graves auxquels était mêlé un émir. À mesure que s'étendirent ses compétences, le *waziri* fut nécessairement appelé à résoudre des problèmes de plus en plus divers, d'autant plus que ce ministre, qui avait lui-même des délégués résidant en permanence dans les deux grands émirats de Kano et de Zaria, était le seul délégué itinérant du calife<sup>9</sup>.

Une autre tâche de l'administration consistait à recevoir ou à collecter les dons, les impôts et les tributs destinés au Trésor de Sokoto. Les versements avaient lieu au moins deux fois par an, à l'occasion des deux fêtes de l'année musulmane; mais les contributions étaient en tout état de cause perçues dans les émirats après les moissons, quelle que fût la date de ces fêtes. Nous ne savons pas dans quelle proportion les sommes perçues dans chaque émirat étaient envoyées à Sokoto. De plus, à la mort d'un émir, le calife héritait d'une partie de sa fortune; et lors de leur entrée en fonctions, les nouveaux émirs lui offraient un cadeau. Le calife recevait aussi une partie du butin recueilli par les émirs à l'issue de leurs campagnes; la part du calife était alors, semble-t-il, plus ou moins grande selon les émirs, et selon l'insistance avec laquelle son délégué l'avait réclamée. Comme beaucoup de ces paiements ne s'accompagnaient d'aucune formalité, il

9. Pour une étude détaillée du vizirat, voir M. Last, 1967a.

n'est pas étonnant qu'on ait souvent taxé de cupidité l'administration du califat. Compte tenu de l'accroissement de la dimension politique et de l'importance de ses fonctions, le *waziri* dut exiger davantage de richesses pour les redistribuer et conserver sa place dans le système. Au cours du siècle, lorsqu'il commença à jouer un rôle plus important dans la politique intérieure du califat, il eut besoin d'asseoir sa puissance sur des ressources financières comparables à celles des autres notables qui, eux, administraient directement des territoires. Les besoins financiers du calife augmentèrent également au long du siècle, à mesure que grandit le prestige international du califat. En raison de la relative pauvreté de la région de Sokoto, du fait que lettrés et étudiants y étaient particulièrement nombreux, du fait du petit nombre de cultivateurs et du grand nombre de pasteurs — lesquels échappaient tous à l'impôt, à l'exception de la *zakāt* [aumône légale] —, Sokoto représentait un fardeau pour les émirats. Il avait paru souhaitable, au début, d'établir la nouvelle communauté dans une région pratiquement inhabitée, afin de la soustraire aux tentations du matérialisme. La conséquence fut que le califat dut compter constamment sur la générosité des émirats, et sur l'aptitude de son administration à l'entretenir.

L'étendue même du califat posait un problème; il fallait beaucoup de temps pour parcourir des distances aussi longues: quatre mois pour traverser le pays d'est en ouest, et deux mois pour le traverser du nord au sud, selon le calcul d'un contemporain. Un messenger pouvait franchir à pied en huit jours les 650 km qui séparent Sokoto de Bauchi; mais des fonctionnaires comme le vizir ne parcouraient en moyenne que 25 km par jour. D'autre part, la présence militaire était faible.

### Activités militaires et diplomatiques

Le califat n'avait pas d'armée permanente. En fait, comparé à d'autres États de superficie similaire, le califat de Sokoto n'était en aucune façon une machine à faire la guerre<sup>10</sup>. Les manœuvres annuelles n'avaient souvent pas d'autre objectif que de manifester la fidélité de l'armée au calife, d'effrayer les adversaires du régime et de maintenir la paix aux frontières. Après les campagnes initiales dont le but avait été de fixer ces frontières, jamais les forces du califat ne s'unirent pour conquérir de nouveaux territoires; du reste, aucun projet ne fut conçu dans ce sens. Les initiatives de certains émirs et de certains chefs militaires indépendants permirent au califat de s'étendre peu à peu, surtout au sud et à l'est; mais cette expansion résulta de la politique des émirs autant que de celle du calife. En dehors de l'obli-

10. Au sujet des questions militaires, voir les études qui ont été consacrées par J. P. Smaldone, 1977; R. C. C. Law, 1980 (voir cependant R. Harris, 1982). Mon exposé diffère quelque peu des analyses de Smaldone et de Law, surtout dans la mesure où j'accorde moins d'importance au rôle des militaires. M<sup>me</sup> Jean Boyd a aimablement attiré mon attention sur la formation, vers 1850, d'une garde prétorienne chargée, semble-t-il, de protéger le calife aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du palais (Alhaji Junaidu, 1957, p. 54). Il n'existe pas d'étude sur l'organisation de la sécurité dans le palais, et les hommes qui en étaient chargés; mais cette question est fréquemment évoquée.

gation religieuse du *djihād*, la seule raison qui pouvait, en permanence, amener le califat à entreprendre des actions militaires dans les émirats était le besoin de résorber le déficit constant du budget de Sokoto. Le calife participa donc à de nombreuses campagnes dans la région de Sokoto et de Zamfara, mais jamais ailleurs. D'importantes campagnes furent aussi menées, à l'occasion, dans les émirats orientaux; mais c'est le vizir (ou par deux fois l'émir de Bauchi) qui dirigea les forces de Sokoto.

Les soldats n'étaient ni des soldats de métier ni des esclaves. Les fonctionnaires les recrutaient parmi leurs domestiques et dans les villages qu'ils administraient. Ce n'était généralement pas l'État qui fournissait aux soldats armes et montures, et ils ne recevaient d'autre salaire qu'une part du butin. Le service militaire était considéré comme un devoir; mais il n'était généralement pas obligatoire; d'ailleurs, il était certainement tout aussi dangereux de rester dans son village pour le défendre contre les pillards et les bêtes sauvages. Les campagnes avaient lieu pendant la saison sèche, le plus souvent à partir de l'époque des moissons (même si l'on manquait alors de volontaires), dans le but de détruire les récoltes de l'ennemi. Il était pratiquement impossible de faire la guerre pendant la saison des pluies, non seulement parce qu'il fallait alors vaquer à d'autres travaux ou à cause de l'état du terrain, mais aussi parce que la pluie avait un effet désastreux sur les boucliers en cuir et sur les cordes des arcs. L'activité militaire diminuait à la fin de la saison sèche, parce qu'il n'y avait plus assez d'eau pour les soldats et leurs chevaux; mais de petites bandes pouvaient se livrer à des attaques surprises pendant toute l'année.

La plupart des soldats étaient armés de lances, d'arcs ou d'épées; quelques-uns dans chaque régiment montaient des chevaux ou des chameaux. Certaines ethnies spécialisées dans le tir à l'arc empoisonnaient leurs flèches pour en compenser l'insuffisante force de pénétration. D'autres utilisaient des lances barbelées. Les épées étaient moins répandues, car elles risquaient d'être plutôt un handicap lorsqu'elles n'étaient pas faites de fer local de bonne qualité ou d'acier importé. Les fusils ne firent vraiment leur apparition qu'à la fin de la période considérée; ils furent alors surtout utilisés par les armées privées, semi-professionnelles, et donc composées d'esclaves; mais le manque d'entraînement empêcha cette arme nouvelle de produire tous ses effets. Comme dans les États du XVIII<sup>e</sup> siècle, la cavalerie constituait l'arme la plus efficace du califat. À l'époque du *djihād*, les réformistes avaient d'abord manqué de chevaux et de chameaux, ce qui les avait désavantagés par rapport aux Touareg ou aux armées du Gobir. Mais la cavalerie ne remporta guère de succès face non seulement aux soldats très motivés du *djihād*, mais aussi aux villes fortifiées et aux forteresses situées dans les montagnes. L'histoire du califat est faite de défaites autant que de victoires; les formations composées seulement d'un petit nombre de cavaliers étaient probablement beaucoup plus efficaces. Aux batailles rangées (*daga*) qui occasionnaient des pertes considérables s'opposaient les raids (*hari*) dirigés contre la population civile. Étant donné le caractère hétérogène très mobile de la société hawsa, qui comprenait des marchands, des esclaves et des réfugiés, il était facile

d'introduire des espions et des éléments infiltrés dans une communauté inconsciente du danger, et de prendre ainsi les villes par surprise.

En somme, le califat n'innova en rien dans les domaines de la stratégie ou de la technique militaire, et il ne jouissait d'aucun avantage déterminant, si ce n'est l'abondance de ses ressources potentielles — mais celles-ci n'étaient jamais mobilisées toutes ensemble. Pendant une grande partie du siècle, il eut à souffrir de la guérilla, due aux déplacements de populations consécutifs au *djihād*, aux disettes provoquées par la désorganisation de l'agriculture, ou simplement aux profits que procurait la vente des captifs. Il est facile d'exagérer l'importance de l'insécurité, mais on peut dire que, dans certaines régions au moins, forte était la probabilité d'être réduit en esclavage durant une partie de sa vie<sup>11</sup>. Certains captifs payaient une rançon, d'autres étaient libérés, quelques-uns parvenaient à s'échapper; mais si, comme il était fréquent, tout un village ou toute une famille avait été dispersé à la suite d'un raid, leur liberté ne leur servait pas à grand-chose. La guerre ne semble pas avoir beaucoup nui au commerce, même si elle isolait parfois certaines régions. Les marchands se déplaçaient en caravanes armées, et certains avaient, pour principale activité, de fournir aux armées chevaux et armes, en échange de captifs qu'ils revendaient à quelque distance de leur lieu d'origine.

Étant donné les insuffisances du califat sur le plan militaire, la diplomatie jouait un rôle important dans sa politique<sup>12</sup>. Il semble que les califes se soient eux-mêmes chargés de l'essentiel de la correspondance diplomatique. Jamais ils ne se rendirent en visite officielle à l'étranger ni n'envoyèrent de fonctionnaire important en ambassade. Les voyageurs — savants, pèlerins, marchands — servaient de messagers et apportaient des informations sur les événements politiques à l'étranger. La correspondance échangée avec le Maroc, Tripoli et l'Angleterre nous est parvenue; mais il ne fait aucun doute que des communications beaucoup plus importantes, verbales ou écrites, ne nous sont pas connues. L'intérêt de Muḥammad Bello pour les relations extérieures était d'ordre intellectuel tout autant que commercial ou politique. Ce calife, désireux et capable de se tenir au courant des événements, des idées et des innovations en Afrique du Nord et dans le reste du monde, se souciait de rapprocher le califat des autres pays musulmans. De plus, préoccupé par l'idée que la fin du monde était proche, et qu'il lui faudrait peut-être s'établir à La Mecque, il s'efforça de maintenir ouverte la route qui devait l'y conduire, et chargea un parent éloigné du *shaykh* de surveiller la portion de cette route qui traversait le Baguirmi.

La diplomatie occupait aussi une place importante dans les relations du califat avec ses voisins du Nord et de l'Ouest. Au nord, les relations avec les

11. On trouvera un témoignage direct, très vivant sur une de ces captures, vers 1850, dans A. H. M. Kirk-Greene et P. Newman (dir. publ), 1971, p. 29-101.

12. Pour des études générales des questions diplomatiques, voir R. A. Adeleye, 1970; et M. Minna, 1982. Les relations diplomatiques avec les autres États apparaissent sans doute d'une importance secondaire à des gens qui croyaient la fin du monde imminente; cela explique peut-être pourquoi il en reste si peu de traces dans les archives de Sokoto.

Touareg étaient aussi ambiguës que la situation politique était fluide. Un des plus anciens alliés du califat était le sultan d'Agadès, qui prétendait contrôler les populations sédentarisées, sinon les populations nomades, de la région. Le calife avait également des alliés parmi les *shaykh* et les marchands. Un de ces *shaykh*, Muḥammad Djailani, qui tenta de susciter un *djihād*, paraît avoir mieux réussi dans cette entreprise que Jibril b. 'Umar à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. Mais la noblesse targui, en particulier les Ulemiden, parvint, avec l'aide de ses vassaux, à empêcher la formation d'un puissant groupe musulman. En conséquence, le califat ne put compter dans cette région sur l'aide d'un réseau de *shaykh* analogue à celui des Kunta à Tombouctou. Le calife essaya de créer à Sokoto un réseau de ce genre, et de jouer le rôle de médiateur chez les Touareg; mais il n'obtint qu'un succès limité. Il permit en revanche aux lettrés touareg et à leurs partisans de se réfugier à Sokoto.

Les relations avec les *shaykh* kunta de Tombouctou étaient néanmoins excellentes. Comme c'était le principal centre musulman de l'Ouest, les lettrés de Sokoto se tournaient davantage dans cette direction que vers le Borno. Poèmes et visites étaient échangés. Les lettrés de Sokoto empruntèrent aux Kunta leur *wird* kādirī et une partie de leur *salasil*. Dans la controverse relative à la Tijāniyya, les Kunta de Tombouctou furent les champions de l'orthodoxie kādirī<sup>14</sup>.

L'apparition au Macina d'un nouveau califat posa des problèmes à Sokoto autant qu'aux *shaykh* kunta. On connaît encore assez mal l'histoire des relations Sokoto-Macina, mais elles paraissent inextricablement liées aux problèmes plus circonscrits du conflit entre le Macina et les Kunta<sup>15</sup>. Le calife de Sokoto pouvait prétendre exercer sa suzeraineté au-delà du Lip-tako jusqu'aux frontières du Macina, mais non pas sur le territoire même du Macina, car l'émir de Gwandu ne pouvait y assurer de présence militaire. L'impossibilité évidente de contrôler l'axe Argungu-Mauri-Zaberma constituait l'obstacle majeur auquel se heurtait la politique des relations avec l'Ouest; mais la réticence de l'émir de Gwandu à s'organiser militairement représentait peut-être aussi un sérieux obstacle. Contrairement au calife de Sokoto, il ne pouvait guère compter sur Yauri, Nupe et Ilorin, toutes victimes de désordres civils que ne connaissaient pas les émirats orientaux. L'émir de Gwandu jouait le rôle de médiateur et de conseiller; et il se rendit même en personne à Nupe; mais les conditions nécessaires à l'organisation d'une armée efficace et les moyens de l'entretenir firent défaut à l'émirat de Gwandu, au moins jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin, sur la frontière avec le Borno, dont les territoires occidentaux constituaient les émirats embryonnaires du Hadejia, Katagum, Missau et Gombe, l'échec de la première tentative de compromis (dans la célèbre correspondance échangée entre Muḥammad Bello et le *shaykh* al-Kanēmi durant

13. Au sujet du *djihād* de Muḥammad Djailani, voir H. T. Norris, 1975, chap. 11; voir D. Hamani, 1979.

14. Au sujet des Kunta, voir A. Zebadia, 1974.

15. Au sujet du Macina, voir W. A. Brown, 1969, et C. C. Stewart, 1979.

le *djihād* devait donner le ton pour le reste du siècle. Toute médiation fut rejetée quand, de 1824 à 1826, le Borno envahit l'est de l'émirat de Kano; et la paix ne fut ensuite jamais signée officiellement entre les deux États. Les hostilités organisées cessèrent progressivement, sans intervention diplomatique, et sans qu'un des adversaires eût remporté de victoire décisive. Les deux États n'échangèrent donc pas de «cadeaux», ces symboles essentiels des relations internationales.

Le califat fut plus heureux lorsque, combinant diplomatie et action militaire, il obtint des trêves (par exemple, le Lafiyar Togo avec Kebbi, de 1886 à 1874) ou des traités avec des communautés voisines de moindre importance auxquelles il offrait sa protection (*amana*) en contrepartie d'un impôt. Dans certaines régions, cet impôt, établi sur une base collective, devait être payé sous forme d'esclaves ainsi que de produits comme des nattes, et ressemblait donc à l'impôt versé par les émirats. Nous ignorons cependant dans quelle mesure le montant de l'impôt (par habitant) différait du montant demandé aux musulmans du califat.

Outre les aspects diplomatique et militaire, l'instrument le plus communément utilisé dans la politique des relations entre États était l'instrument économique. La destruction par les soldats des récoltes et des greniers ne représentait qu'un des moyens employés. Certains groupes, tels les Touareg, pouvaient se voir refuser l'accès aux marchés ou aux puits, ou le droit d'acheter certains produits comme les céréales. Étant donné les variations annuelles de la pluviosité, de telles mesures pouvaient être très efficaces. Moins efficaces étaient les embargos sur l'exportation ou l'importation des chevaux, des armes, du sel ou de certains types d'étoffes, par exemple, et il était d'autant plus difficile de maintenir le blocus complet d'une ville ou d'une région que la contrebande permettait des profits élevés. Pourtant, les dommages causés au commerce extérieur du califat par les raids des Ningi et des Mbutawa, par exemple, étaient suffisamment sérieux pour appeler une réaction. Les graves disettes et l'interruption du commerce des céréales qui s'étaient produites pendant le *djihād* avaient rendu des hommes comme Muḥammad Bello extrêmement sensibles à l'importance qu'il y avait à faciliter les échanges en maintenant ouvertes les routes commerciales, en créant des marchés et en appliquant des lois garantissant l'honnêteté des transactions. En conséquence, l'économie du califat étant relativement plus performante, et les peuples voisins dépendant de plus en plus du système commercial et des marchands du califat, la politique économique devint progressivement, pour ce dernier, un instrument de domination plus efficace que la guerre.

### La structure politique des émirats

Il ne saurait être question, dans ce chapitre, d'étudier séparément l'évolution de chacun des émirats. Mon intention est de les comparer, pour faire apparaître les principales différences qui existaient entre eux, et de formuler ensuite quelques remarques générales sur leur structure sociale.

Bien qu'initialement la fonction d'émir fût théoriquement accessible à de très nombreux candidats, dans tous les émirats — à l'exception d'un seul —, l'émir était choisi sur la base des principes de l'hérédité et de l'ancienneté dans un lignage déterminé; dans certains émirats, plusieurs branches d'un lignage « royal » alternaient sur le trône. Ce n'est qu'à Zaria que l'émir était choisi alternativement dans trois lignages complètement distincts.

La nature et la répartition des postes officiels variaient selon les émirats; mais on peut distinguer en gros deux types de structures politiques, chacun subdivisé en deux sous-types :

1. Les émirats qui s'appuyaient sur des groupes importants et cohérents où certains des postes les plus importants de l'administration centrale et régionale étaient répartis entre les membres de ces groupes ou ceux qui leur étaient associés. Les titulaires de ces postes les transmettaient à leurs descendants avec le patrimoine qui s'y rattachait. Ces émirats fondés sur le lignage se subdivisaient en deux sous-catégories.
  - (a) Les émirats comme Zaria et Kano, où les principaux fonctionnaires (y compris les parents de l'émir) résidaient dans la capitale et constituaient le conseil de l'émir, en ayant recours à des délégués pour administrer les territoires dont ils étaient responsables.
  - (b) Les émirats comme Sokoto et Katagum, où les fonctionnaires de l'administration régionale (y compris les parents de l'émir) résidaient hors de la capitale; le conseil de l'émir était, en pareil cas, constitué de conseillers désignés à titre personnel, et qui n'étaient pas liés à des groupes de pression déterminés; ces conseillers servaient d'intermédiaires entre l'émir et les puissants fonctionnaires qui résidaient hors de la capitale.
2. Les émirats (une petite minorité) qui ne s'appuyaient pas sur un ou plusieurs groupes importants, mais sur un ensemble hétérogène d'individus attachés personnellement au service de l'émir à titre d'amis ou d'esclaves. Il ne se créa pas, dans ces émirats, de dynasties de fonctionnaires ni, par conséquent, de postes permanents accompagnés d'un patrimoine (à l'exception, bien entendu, du cas de l'émir). Ces émirats (fondés sur la clientèle) se subdivisaient en deux sous-catégories.
  - (a) Dans un émirat comme celui de Hadejia, le pouvoir était concentré entre les mains de l'émir dans la capitale; et l'administration comptait généralement un grand nombre d'esclaves; le conseil de l'émir n'avait pas de caractère officiel et ne mettait pas en présence divers groupes d'intérêts.
  - (b) Des émirats comme ceux d'Ilorin ou de Nupe, ou l'administration d'al-Kanēmi au Borno, furent, au moins durant une courte période, des dyarchies: le souverain traditionnel conservait sa cour, tandis que le *malla*m (à Nupe et Ilorin) ou le *shaykh* (au Borno) dirigeait sa propre administration centralisée, fondée sur les relations de clientèle.

Les émirats du second type connaissaient généralement la guerre civile. Dans les dyarchies, le souverain traditionnel fut rapidement éliminé (dans les années 1830 à Nupe et à Ilorin, en 1846 au Borno), mais son élimination ne ramena pas nécessairement la paix. Des guerres civiles éclatèrent entre prétendants au sein de la dynastie de l'émir à Hadejia, à Nupe et au Borno; ni Hadejia ni Nupe ne retrouvèrent des gouvernements stables avant 1860 environ. Une structure politique de type 1 (a) fut alors mise en place à Nupe (comme à Zaria, mais il y avait un *lien de parenté* entre les lignages où l'émir était choisi alternativement), tandis que Hadejia et le Borno conservèrent un gouvernement fondé sur les relations de clientèle, et contrôlé par un émir possédant le pouvoir suprême et s'appuyant sur un groupe important d'esclaves royaux.

Les émirats du premier type étaient plus nombreux et, par conséquent, plus variés. Le lieu de résidence des fonctionnaires fournit un critère commode mais superficiel, si l'on veut distinguer ces émirats les uns des autres. La décentralisation des lieux de résidence supposait l'existence, dans la capitale, d'une catégorie d'intermédiaires que l'on peut à première vue considérer comme des « clients » de l'émir. Mais dans ce système politique, fondé sur la notion de lignage, les intermédiaires constituèrent leurs propres lignages. En conséquence, l'émir créa une nouvelle catégorie de clients parmi ceux qui ne pouvaient constituer de lignages, à savoir les esclaves du palais; mais ils jouèrent un rôle mineur. La centralisation des lieux de résidence, en revanche, ne supposait pas d'intermédiaires entre l'émir et son administration, mais l'émir finit par faire de certains esclaves du palais ses agents personnels, et par leur confier d'importantes fonctions politiques. La centralisation des lieux de résidence signifiait aussi qu'un fonctionnaire pouvait administrer des villes, des villages ou des populations très dispersés (ce qui empêchait la formation de centres de pouvoir régionaux). Au contraire, leur décentralisation signifiait généralement que le haut fonctionnaire résidait dans une région qui lui était soumise dans son ensemble, à l'exception peut-être de quelques villages relevant d'une autre administration.

Le lieu de résidence des fonctionnaires ne fournit donc pas un critère très précis. De nombreux émirats modifièrent, au cours du siècle, leurs règles relatives au lieu de résidence de divers fonctionnaires. Dans l'émirat de Bauchi, par exemple, le *madaki*, qui résidait à Wase, exerça de nouvelles fonctions dans la capitale à partir du début du siècle. Il était fréquent que les fonctionnaires aient plusieurs lieux de résidence, et l'on ne sait pas exactement combien de temps ils passaient dans chacune, pas plus qu'on ne connaît la fréquence des déplacements effectués par les fonctionnaires résidant hors de la capitale, pour s'y rendre afin de participer à des réunions importantes. Enfin, l'importance relative des postes de l'administration pouvait évoluer; dans un émirat comme celui de Bauchi, il semble que tantôt l'administration centrale, tantôt l'administration de certaines régions ait détenu les pouvoirs les plus grands. Le lieu de résidence des fonctionnaires n'en reflète pas moins la situation qui fut celle de chaque émirat au début de son histoire;

et il permet d'attirer l'attention sur d'importantes différences qui existaient entre les émirats sur les plans économique et politique.

La structure politique des émirats du type 1 (b) (c'est-à-dire de ceux où les fonctionnaires de l'administration régionale résidaient hors de la capitale) répondait à l'exigence fondamentale du *djihād*, qui était d'établir et de défendre des frontières à l'intérieur desquelles l'économie de l'émirat puisse se redresser. Ces émirats, dépourvus de villes et de concentrations de populations sédentaires sur lesquelles s'appuyer, étaient dans une situation très précaire sur le plan militaire. Au début, une grande partie de la main-d'œuvre et du temps disponibles fut employée à construire des forteresses (désignées traditionnellement dans l'islam sous le nom de *ribāt*, et dont les habitants étaient appelés *murābiṭūn*), et à organiser l'agriculture face aux attaques et aux menaces d'attaques. De plus, lorsque des pasteurs devaient être sédentarisés ou une population non musulmane assimilée dans l'émirat, il fallait les aider à s'adapter aux activités et aux règles de la vie musulmane dans les *ribāt*. Les ouvrages des dirigeants réformistes et les lettres qu'ils échangeaient rendent fort bien compte des problèmes rencontrés à cet égard.

Sur le plan économique, ces émirats souffraient d'une pénurie chronique de main-d'œuvre. Les routes commerciales n'étaient encore ni bien établies ni bien protégées. Il n'y avait pas assez de terres qu'on pût cultiver sans courir le risque d'être attaqué par des populations déplacées ou hostiles. En somme, il ne faut pas sous-estimer la précarité de la situation de certains émirats au début de la période, ni par conséquent accorder trop d'importance à la structure formelle de l'administration ou de l'organisation politique. Étant donné cette instabilité fondamentale, le plus grand danger, aussi bien au début que durant le reste du siècle, était qu'un fonctionnaire puissant cherche à se rendre complètement indépendant, et demande à Sokoto de lui reconnaître le titre d'émir. En pareil cas, la diplomatie ne réussissait pas toujours à empêcher un conflit armé.

Au cours du siècle, les postes de l'administration centrale tendirent à prendre plus d'importance que ceux de l'administration régionale, à une ou deux exceptions près. En conséquence, les fonctionnaires de cette dernière administration (en particulier, les parents de l'émir ayant des prétentions sur la succession) eurent tendance à résider davantage dans la capitale, afin de préserver leur situation. Cette tendance était liée à la croissance démographique et à l'établissement d'une plus grande sécurité aux frontières, à l'assimilation progressive de groupes précédemment distincts par la société, plus homogène, du califat et à l'officialisation du rôle de l'émir en tant que seule source du pouvoir dans l'émirat.

Les émirats du type 1 (a), dont les principaux fonctionnaires résidaient dans la capitale, offrent au début du califat un éventail de situations très hétérogènes. Seuls les émirats de Kano et de Zaria présentaient les conditions requises pour qu'une « cour » importante puisse se développer dans la capitale, parce que celle-ci était déjà construite, et que la production agricole et les réseaux commerciaux étaient déjà bien organisés. Bien que les villes,

là aussi eussent été rebaptisées *ribāt*, la défense du territoire posait moins de problèmes qu'ailleurs ; car la vaste population sédentarisée n'était pas encline à la rébellion, et les rois déposés de Kano et de Zaria ne représentaient pas une menace véritable dans leur lointain exil.

La puissance économique de ces émirats les rendait financièrement indispensables au califat, et risquait, si l'émir parvenait à établir un pouvoir sans partage, de l'inciter à se poser en rival du calife. C'est pourquoi le but de l'administration du califat, ainsi que des groupes qui ne pouvaient accéder à la fonction d'émir, était d'empêcher une trop grande concentration du pouvoir. À Zaria, on résolut le problème en choisissant les émirs et certains fonctionnaires importants alternativement dans trois lignages distincts ; de plus, le calife n'hésitait pas à déposer les émirs de Zaria ; enfin, ceux-ci ne régnèrent jamais très longtemps (les deux règnes les plus longs ne durèrent que quatorze ans). L'inconvénient de cette solution était que, parfois, l'émir était un incapable. À Kano, en revanche, la longue guerre civile qui suivit l'avènement du deuxième émir, Ibrāhīm Dabo, et la durée du règne de celui-ci (27 ans, de 1819 à 1846) interdirent le recours à l'alternance pour limiter la concentration du pouvoir. Le pouvoir des hauts fonctionnaires dans les territoires qu'ils administraient, leur indépendance en tant que conseillers et leur influence sur la désignation des émirs étaient garantis — pas complètement toutefois puisque un second règne de 27 ans, celui du quatrième émir, 'Abdullāh, fils de Dabo, concentra encore davantage les postes et les ressources entre les mains de sa famille. À supposer qu'il en eût le pouvoir, le calife de Sokoto n'avait pas de raison légitime de déposer l'émir de Kano. Le nombre des personnes susceptibles d'occuper un poste dans l'administration diminua donc rapidement (puisque ce droit se transmettait de père en fils). Les « exclus » subissaient un appauvrissement relatif et une perte de prestige qui atteignaient aussi leurs descendants et ceux qui dépendaient d'eux. La concurrence était donc forte entre les membres du lignage « royal », et provoqua une guerre civile qui déchira l'émirat de 1893 à 1895. La concentration de l'administration dans la capitale non seulement coûtait de plus en plus cher, car il fallait y entretenir une classe de fonctionnaires dont le nombre augmentait rapidement, et qui pouvait se transformer en classe dirigeante (seuls le Kano et le Zaria en avaient peut-être les moyens au début), mais encore elle risquait aussi de provoquer un conflit au cœur de l'émirat. En revanche, les guerres civiles que connurent, à la fin du siècle, des émirats du type 1 (b), ceux de Gombe et de Katagum, furent des guerres centrifuges. Paradoxalement, dans l'émirat de Bauchi, il fallut décentraliser l'administration pour prévenir des révoltes centrifuges, mais en diminuant encore l'importance des postes que les parents de l'émir pouvaient occuper dans la capitale (où, à l'issue d'une période de centralisation, l'administration du palais, composée de conseillers personnels de l'émir et d'esclaves-fonctionnaires, était devenue relativement puissante), la décentralisation ne fit qu'accentuer la concurrence pour le seul poste véritablement important qui restât, celui de l'émir. Il en résulta une guerre désastreuse qui ravagea la capitale et ses environs vers 1881-1882.

Dans le cas de Katsina, la centralisation initiale, relativement limitée et fondée sur le lignage, céda la place, sous l'influence du militarisme, à un pouvoir de palais de plus en plus autocratique. Cette transformation s'opéra sans désordres civils, en partie parce que les zones périphériques avaient toujours joui d'une autonomie considérable; c'est précisément la prospérité croissante de ces zones qui diminuait l'importance des fonctionnaires de l'administration centrale.

Nous n'avons considéré jusqu'ici que les échelons supérieurs de l'administration. Celle-ci présentait, à ses degrés inférieurs, une plus grande uniformité (et ressemblait à celle des autres régions d'Afrique occidentale). Les unités les plus petites — foyers ou campements — étaient groupées au sein d'unités plus importantes, définies par un territoire ou des relations de parenté. Celles-ci jouaient un rôle plus important dans l'organisation sociale des pasteurs, touareg et fulbe, que chez les cultivateurs; aussi, les pasteurs conservèrent-ils leurs propres *ardo 'en* ou *tambura* comme chefs. Leur cohésion leur donna une puissance politique dont ne disposaient pas les cultivateurs moins unis; mais cette supériorité relative ne dura pas au-delà du milieu du siècle.

Les villes et les villages les plus importants, de création déjà ancienne, étaient découpés en secteurs dont les représentants étaient subordonnés à un chef choisi parmi eux, et appelé *may gari*, *magaji*, *dagaci* ou *mukoshi*. La liaison entre ces représentants et le pouvoir central était assurée par des serviteurs ou des agents de l'administration locale appelés *jakadu*. De même, la liaison entre l'administration et l'émir était assurée par des messagers. La tâche essentielle de l'administration consistait à percevoir l'impôt; mais il s'agissait là d'un acte tant politique qu'économique: payer l'impôt était aussi un acte symbolique de soumission, et refuser de le payer était un geste de rébellion. Dans le cadre de la collecte de l'impôt, l'administration était appelée à recueillir des renseignements d'ordre politique; à ratifier les nominations; à recueillir une partie des successions; à s'occuper des biens des étrangers de passage ayant trouvé la mort dans l'émirat; à faire arrêter les criminels et les esclaves fugitifs; à assurer la comparution des défendeurs dans les affaires civiles; à faire libérer les personnes injustement détenues, ou contraintes de payer des rançons; à jouer un rôle médiateur dans les litiges insolubles ou à comparaître elle-même devant le tribunal personnel de l'émir lorsqu'elle était accusée de malversations et, enfin, en temps de guerre, à organiser les opérations de recrutement. Des lettres de fonctionnaires conservées par leurs descendants nous donnent un aperçu du travail de l'administration à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Sokoto, à Gombe et à Bauchi.

### La structure sociale

La société du califat comprenait en gros deux composantes. La première, centrée sur les fonctionnaires, comprenait, outre ceux-ci, leurs parents, lettrés, clients et esclaves; l'autre se composait de cultivateurs, des commerçants et des divers artisans, dont le travail contribuait à l'économie

complexe et prospère du califat, ainsi que leurs esclaves. La démarcation entre les deux catégories ne fut jamais très nette, et l'on pouvait passer de l'une à l'autre. Lettrés et esclaves, en particulier, pouvaient se rattacher à chacune des deux catégories. Les lettrés, par exemple, étaient loin de pencher tous en faveur de la catégorie des fonctionnaires; cette attitude les conduisait à un modèle de piété où les fonctions administratives n'avaient pas leur place et qui tirait son inspiration du fondateur du califat <sup>4</sup>Uthmān dan Fodio.

Les fonctionnaires, et ceux qui leur étaient associés, se caractérisaient par leur faible mobilité. Lorsqu'ils quittaient l'émirat où ils avaient le droit d'occuper un poste officiel, ils perdaient ce droit, dans leur exil, même dans les cas où ils étaient autorisés, par faveur, à conserver leur titre. En revanche, rien n'empêchait les sujets ordinaires de quitter un émirat pour un autre; ce qu'ils faisaient lorsqu'ils se jugeaient victimes d'une oppression excessive. Comme les esclaves pouvaient difficilement se déplacer sans être pris comme fugitifs, c'étaient les roturiers libres (*talakawa*) qui avaient la haute main sur le commerce, les transports, et toutes les activités nécessitant des déplacements; ils étaient accompagnés au besoin de leurs esclaves qui leur servaient d'aides ou de porteurs.

Les fonctionnaires, et ceux qui leur étaient associés, se caractérisaient aussi par l'intérêt qu'ils portaient aux généalogies, aux alliances dynastiques et à des règles relativement strictes de succession patrilinéaire. En revanche, les roturiers s'identifiaient, d'une manière générale, à une région ou à un groupe ethnique déterminé par des marques faciales et des coutumes spécifiques; mais ils ne connaissaient pas leur généalogie dans le détail. Les roturiers exerçaient généralement le même métier que leur père; mais il n'y avait pas de système rigide de castes, comme ailleurs en Afrique occidentale. De plus, tandis que les épouses des hauts fonctionnaires vivaient confinées dans la partie de la maison qui leur était réservée, où elles commandaient à un grand nombre de concubines et de servantes, les femmes des roturiers jouissaient d'une plus grande liberté et, dans la plupart des régions du califat, participaient au commerce, à la production artisanale et à l'agriculture.

Il est impossible d'évaluer avec exactitude quelle proportion de la population représentaient les fonctionnaires et leur entourage. Il a cependant été estimé que les esclaves représentaient, par rapport aux hommes libres, une proportion variant entre le quart et la moitié; mais nous ne savons pas avec précision comment cette proportion a été calculée. Le nombre des esclaves faisant partie de cette catégorie sociale a probablement augmenté au cours du siècle; l'importance des postes que certains d'entre eux occupaient dans l'administration s'est certainement accrue à mesure que les émirs prenaient conscience de l'intérêt qu'ils avaient à s'appuyer sur des fonctionnaires fidèles et sans ambition politique. Nous ne savons pas comment la proportion des esclaves a varié dans les campagnes; mais il est probable que leur nombre a augmenté au cours du siècle. On avait recours au travail des esclaves pour compenser la pénurie chronique de main-d'œuvre, surtout dans les territoires sous-peuplés, comme celui de Sokoto qui avait été fondé en marge des

anciens États de la région. De même, les régions de grandes plaines, comme celle de Bauchi, avaient besoin d'hommes pour travailler la terre. Le pourcentage des esclaves réexportés en vue d'être revendus sur la côte atlantique ou en Afrique du Nord n'est pas connu; mais nous savons que la revente de certaines catégories d'esclaves était soumise à des restrictions, et que la traite a diminué au cours de la seconde moitié du siècle<sup>16</sup>.

Les esclaves étaient autorisés à posséder des biens, et pouvaient disposer de temps pour travailler à leur propre compte et espérer bénéficier de la possibilité de se racheter. Leurs propriétaires n'avaient pas toujours assez de travail à leur donner, et étaient disposés à les laisser louer leurs services à des tiers. Il arrivait également qu'un propriétaire affranchît un de ses esclaves pour le récompenser, ou pour remercier Allah d'un événement heureux. Là non plus, nous ne savons pas combien d'esclaves ont pu être affranchis, ni même à quel rythme.

Les femmes esclaves pouvaient se marier à d'autres esclaves, et leurs enfants, eux-mêmes esclaves, entraient en général au service de leur maître en qualité de domestiques. Une esclave pouvait aussi avoir des enfants d'un homme libre, auquel cas ces enfants étaient libres et leur mère était affranchie à la mort de son maître. Comme dans les familles régnantes, les hommes prenaient souvent des concubines avant de se marier officiellement; les fils aînés étaient souvent des fils de concubines. La loi islamique, contrairement à la tradition des pasteurs fulbe, n'établit, en matière de succession, aucune distinction entre les fils nés d'une épouse libre et les fils nés d'une concubine. En conséquence, un certain nombre d'émirs étaient des fils de concubines; de fait, la qualité de fils de concubine était une condition nécessaire pour être un « véritable » émir, sans doute parce qu'il n'était pas à craindre, dans ce cas, que l'émir fût influencé par la famille de sa mère. La loi islamique ne reconnaît pas non plus la distinction fréquemment faite en Afrique occidentale entre les esclaves nés en captivité et les esclaves nés libres, qui voulait que les premiers ne puissent, en principe, être séparés de leurs parents pour être vendus. Même si cette distinction continuait d'avoir cours dans certaines régions et dans certaines classes (le mot hawsa *cucenawa* est le même qu'au Borno et au Fezzân, où il est synonyme de *haratin*), il semble que les réformistes du *djihād* n'aient interdit l'exportation des esclaves nés en captivité que dans le cas des esclaves musulmans, en particulier lorsqu'ils devaient être vendus à des États chrétiens. Ces esclaves appartenaient, de naissance, non pas à un lignage déterminé, mais à la société musulmane dans son ensemble. Cette modification veut aussi dire que les esclaves étaient plus faciles à commercialiser, et par conséquent que l'esclavage était plus largement répandu.

16. Il n'existe pas encore d'étude détaillée de l'esclavage sous toutes ses formes dans le califat de Sokoto; mais plusieurs études traitent de ce problème tel qu'il se pose dans une région et à une période déterminées. Par exemple, pour l'émirat de Kano, voir P. Hill, 1977, chap. XIII; pour l'émirat de Zaria, J. S. Hogendorn, 1977; pour l'Adamawa, P. Burnham, 1980; au sujet de la traite des esclaves en général, voir D. C. Tambo, 1976.

Les esclaves ne payaient pas d'impôt. Ils travaillaient généralement avec les fils et les femmes de leur maître dans le cadre du *gandu* (c'est-à-dire pour le compte du chef de la maison); comme eux, ils consacraient les trois quarts de leur temps de travail au service de leur maître; mais, contrairement aux fils du maître, ils ne pouvaient compter lui succéder: ils restaient toujours des « fils ». Dans les villages d'esclaves, qui appartenaient à l'État ou à des familles, les esclaves possédaient leurs propres maisons et travaillaient sous la direction de leur chef; rien ne distinguait, en apparence, ces villages des autres.

Si les esclaves ne payaient pas d'impôt, nombre de leurs maîtres n'en payaient pas non plus. Nous ne savons pas exactement qui étaient les contribuables, et combien ils payaient à tel ou tel moment. Les habitants de Sokoto, par exemple, étaient exemptés de l'impôt foncier général, le *kurdin kasa*, encore appelé *haraji* (*Kharadj*). Les pasteurs fulbe payaient un impôt (*jangali*) sur leurs troupeaux, qui portait tantôt le nom officiel de *djizya*, tantôt celui de *zakāt* [aumône légale]. Vers 1850, dans l'émirat de Kano, les cultivateurs hawsa payaient chacun environ 2 500 cauris par an; tandis que, dans celui de Zaria, il y avait un impôt sur les houes (sans doute parce que les femmes y jouaient un rôle particulièrement important dans l'agriculture); c'est peut-être pour la même raison que les Maguzawa (Hawsa non musulmans) payaient à Kano des impôts plus élevés que les autres habitants de l'émirat. L'impôt était d'ailleurs plus lourd pour toutes les communautés non musulmanes, eu égard à leur statut de communautés tributaires dans les États musulmans. Les commerçants et certains artisans tels les teinturiers, de même que les paysans qui cultivaient certains produits de luxe, payaient des impôts qui étaient perçus pendant la saison sèche. Des dons annuels étaient en outre obligatoires, à l'occasion de fêtes ou de deuils; il fallait verser des aumônes, et sans doute fournir des vivres aux armées de passage. Il est évidemment impossible d'évaluer le montant de toutes ces contributions, qui, en tout état de cause, pouvait varier très sensiblement. Mais, s'il m'est permis de hasarder une estimation générale, je dirai que l'impôt agricole de base ne représentait qu'une assez faible partie du revenu annuel; peut-être n'équivalait-il même pas à une journée de travail par semaine, pendant toute la saison des travaux agricoles.

La contribution des fonctionnaires prenait surtout la forme d'impôts sur les successions; d'impôts à payer lors de l'entrée en fonctions; et de cadeaux à faire à l'émir ou au calife, lors de son avènement. Ils tiraient leurs propres revenus de prélèvements sur les impôts qu'ils percevaient, et sur les butins, ainsi que des cadeaux qu'ils recevaient; mais l'essentiel de leurs ressources provenait probablement de l'exploitation des terres cultivées par des esclaves, qui constituaient le patrimoine attaché à leur fonction officielle ou qui appartenaient à leur famille.

Les fonctionnaires du califat ne se livraient pas à des dépenses aussi ostentatoires que ceux d'autres États. Outre les chevaux et les vêtements, les signes les plus visibles de la richesse étaient le nombre d'hommes de l'entourage « qui ne faisaient rien » et l'ampleur des largesses. Il fallait donc de la nourriture en quantité; mais celle-ci, à part quelques épices rares, la

viande, le miel et les noix de kola, n'était pas particulièrement raffinée. Les fonctions officielles, même dans le cas du calife, n'exigeaient pas non plus d'apparat coûteux : pas de trônes ni de tabourets en or ; pas de couronnes ni de bijoux précieux ; pas même de fantaisies comme l'utilisation de tissus ashanti (les hauts dignitaires devaient porter de simples vêtements blancs).

Il y avait pourtant de grandes différences de fortune, non seulement entre les fonctionnaires et les roturiers, mais aussi entre les roturiers eux-mêmes ; la répartition des esclaves constituant, à cet égard, le meilleur indice : certains cultivateurs (et certains esclaves) en possédaient une centaine ou davantage ; mais le prix des esclaves était assez bas pour que la plupart des familles puissent en avoir un ou deux. Les pasteurs fulbe, par exemple, les employaient à garder leurs troupeaux ; les Maguzawa les intégraient à leur famille. La richesse était néanmoins quelque chose de précaire. Une famille de cultivateurs pouvait être ruinée en quelques années, comme celle de Baba de Karo<sup>17</sup> si elle devait payer une rançon et si, de surcroît, ses esclaves s'enfuyaient. Elle pouvait aussi être ruinée par la perte d'une caravane. De plus, comme à la mort du chef de famille, sa succession était partagée entre tous ses fils, et comme les riches avaient tendance à avoir davantage de femmes, et donc de fils, il était rare qu'une famille roturière conservât sa fortune pendant plusieurs générations. Enfin, comme le montrent les écrits des fondateurs du califat, et les poèmes d'inspiration populaire des lettrés, l'éthique en vigueur doutait de la valeur à attribuer, en dernière analyse, à la richesse et au luxe.

Il me semble donc, en résumé que :

l'impôt que payaient les hommes libres n'était généralement pas excessif ; quant aux esclaves, les prélèvements opérés sur leur production, quoique bien plus lourds, n'étaient pas insupportables, puisqu'ils ne dépassaient probablement pas la part contributive exigée d'un fils travaillant dans le *gandu* de son père ;

le niveau de consommation des fonctionnaires était relativement faible ; même si, dans certaines régions, par exemple à Sokoto, le nombre des consommateurs était probablement élevé ;

comme la population du califat était relativement dense (par comparaison avec les siècles précédents), le rapport entre le nombre des bénéficiaires de l'impôt et celui des contribuables restait assez bas pour que la somme des faibles contributions versées par un grand nombre de personnes suffise non seulement à entretenir l'administration, mais aussi à financer les dépenses ostentatoires qui, dans le califat, étaient à la base des distinctions sociales ;

enfin, bien que les profits tirés du commerce extérieur ne constituent pas la principale source de revenus, ceux considérables que pouvait procurer l'exportation des esclaves devaient permettre de faire face à tout déficit.

17. M. Smith, 1954. Baba évoque, bien entendu, des événements qui se sont produits après 1880.

Cependant, malgré la demande des exportateurs, beaucoup d'esclaves restaient dans le califat. Par ailleurs, celui-ci n'avait pas, comme d'autres États, le monopole de l'extraction de l'or ou du sel, ou de certaines cultures comme celles du kolatier ou du palmier à huile; il ne détenait pas non plus de monopole des licences de commerce, des transports et des importations (en imposant un point de passage obligatoire). Il semble en fait qu'il n'ait même pas eu le monopole de la force. Si cette analyse de l'économie du califat est exacte — faible degré d'exploitation des ressources et contrôle étatique limité —, cela veut dire qu'il existait un surplus potentiel de richesse et de force de travail suffisant pour favoriser l'essor des échanges et de la production durant la seconde moitié du siècle.

Le fondement économique de cette expansion est l'infrastructure agricole mise en place, sous le califat, grâce à des investissements considérables en main-d'œuvre qui, initialement, se composait en grande partie d'esclaves importés. Les terres furent défrichées et progressivement fertilisées par un drainage méthodique, par la rotation des cultures, et par l'emploi du fumier des troupeaux que les nouveaux cultivateurs possédaient déjà. On borda de clôtures les pistes suivies par le bétail; on creusa des puits pour ne plus avoir à transporter l'eau; les *ribāt*, récemment fortifiées, assuraient une plus grande sécurité. Cependant, il paraît aussi probable que l'agriculture devint relativement plus performante grâce à une meilleure répartition du temps de travail, à l'encouragement de la production privée, et à la possibilité de disposer de suffisamment de fer pour concevoir des outils agricoles et les utiliser à grande échelle pour des tâches spécifiques. Le *shadūf* fit son apparition à Sokoto, et — autre innovation technique — on créa, apparemment sur un modèle analogue au modèle brésilien, de petites plantations de canne à sucre, ainsi que des raffineries. Je pense que l'amélioration de la production agricole a permis l'extension des cultures de rapport comme celles du coton, des oignons et des arachides (transformées pour être consommées facilement), et que cette extension a elle-même débouché sur un développement progressif de l'activité des artisans, mais aussi des cultivateurs qui exerçaient, en outre, les fonctions de transporteurs et de commerçants. Faute de documents suffisants, il est encore difficile d'évaluer et de dater ces progrès avec précision; mais l'importance de l'investissement général, dans l'agriculture, au début du califat, ne saurait être méconnue.

### L'évolution du califat de Sokoto de 1820 à 1880

J'ai indiqué, à maintes reprises dans ce chapitre, les tendances et les évolutions. Il serait peut-être utile, à ce stade, de résumer les changements intervenus, en divisant la période 1820-1880 en trois phases: une phase d'organisation (1820-1845); une phase de transition et d'agitation (1845-1855); et une phase d'expansion économique (1855-1880).

1820-1845

La période 1820-1845 est dominée par deux impératifs: tout d'abord, le besoin de se défendre contre les attaques des peuples vaincus ou déplacés lors de l'établissement du califat, et, en second lieu, la nécessité non seulement de reconstruire une économie agricole désorganisée par la guerre et le brigandage, mais aussi de créer, de toutes pièces, des implantations agricoles et militaires avec des gens qui, dans de nombreux cas, n'avaient pas encore connu d'expérience de ce genre.

Pour réussir dans ces entreprises, il fallait des chefs d'un charisme considérable, et un esprit de corps dû, chez les musulmans, à leur foi commune; et, chez les Fulbe, à leur fierté d'appartenir à ce groupe. Il y avait aussi un sentiment d'urgence, parce qu'on croyait la fin du monde imminente, et parce que, dans certains émirats, la vie était alors très précaire.

L'histoire de cette période se résume donc souvent à une chronique relatant les campagnes, la fondation de telle ou telle *ribāṭ* ou la prise de telle ou telle ville, et indiquant le nombre des morts ou des prisonniers. Le califat n'a pas connu, durant cette période, les famines, les épidémies et les invasions de criquets qui avaient marqué les années du *djihād*. C'est aussi une période de stabilité politique interne, où les administrations commencent à se former, et où les postes (qui conservent généralement leur ancienne appellation hawsa) sont attribués à des hommes dont nous savons peu de chose.

Kano, Zaria et Katsina font exception, car l'infrastructure élaborée de l'ancien État hawsa y est conservée intacte. Cependant le commerce y eut à souffrir des hostilités avec le Borno, et, au nord, avec les Touareg et les Hawsa. À Kano (en 1819) et à Zaria (en 1821), l'avènement d'un nouvel émir entraîna une réorganisation du système politique. À Zaria, cette réorganisation se fit sans que les menaces débouchent sur des actes de violence. À Kano, l'émir dut réprimer un vaste mouvement de révolte dirigé par son propre *galadima*, et chasser le chef musulman Dan Tunku, qui devint plus tard émir de Kazaure.

À la fin de la période, les émirats étaient solidement implantés, la principale exception étant celle du Nupe. Partout, sauf dans l'émirat de Hadejia, des capitales avaient été construites, et, selon les récits de voyageurs européens concernant le Niger, le commerce était bien organisé, malgré l'incertitude de la situation au Nupe et une certaine inflation. L'administration du califat s'était montrée active, intervenant à Zaria dans la désignation de certains fonctionnaires de l'émirat. Enfin, vers 1840, le danger d'invasion avait beaucoup diminué.

La vie intellectuelle, durant cette période, se reflète dans la production ininterrompue des livres, des poèmes et des lettres que le calife Muḥammad Bello écrivit en arabe sur des sujets très variés, du droit constitutionnel à la médecine et au mysticisme. Mais il n'était pas seul à écrire, son vizir Gidado écrivait des ouvrages d'histoire, et sa sœur Asma, des poèmes; de plus, on doit un grand nombre d'écrits aux parents et aux disciples du *shaykh*. Des visites, des lettres et des poèmes mettant

l'accent sur la commune adhésion à la *Ḳadirīyya* furent échangés avec les *shaykh* Kunta de Tombouctou et avec Qamar al-Dīn. Le califat reçut aussi la visite d'al-Haǧǧdj 'Umar, qui, au cours d'un séjour de quelque huit années, réussit à convertir quelques lettrés de Sokoto et d'ailleurs au *wird* *tijāni*. Durant toute cette période, l'esprit du *djihād* ne cessa d'inspirer les lettrés, qui continuèrent à jouer un rôle important dans la vie politique de la plupart des émirats. Un exemple typique est celui de l'émir de Kano, Ibrāhīm Dabo, qui trouva le temps d'écrire un ouvrage sur la pratique du mysticisme, bien qu'il fût par ailleurs assez réaliste pour rétablir, avec la permission du calife Muḥammad Bello, certains symboles et certaines pratiques hawsa antérieurs au *djihād*, afin d'affermir son autorité sur les Hawsa. Mais cette période est surtout marquée par le développement de l'éducation dans les villes comme dans les villages. Nous ne disposons pas de chiffres pour le XIX<sup>e</sup> siècle; mais il a été estimé qu'il y avait 40 000 *mallam* en 1920 (donc presque certainement davantage en 1900, avant l'émigration); et nous savons qu'un grand nombre de lettrés et d'étudiants étaient morts durant le *djihād*, non seulement du fait de la guerre, mais aussi de maladie et de faim<sup>18</sup>. Le rôle joué par les femmes, au cours des premières années de l'éducation coranique des enfants dans les grandes familles, est un des facteurs de ce développement; mais il faut aussi tenir compte de la diffusion de la politique consistant à copier les manuels, due au fait qu'on pouvait apparemment se procurer du papier en plus grande quantité et à un moindre coût qu'auparavant.

### 1845-1855

Ces dix années ont constitué une transition marquée par de grands changements. Il s'agit d'une période décisive, mais où l'effort entrepris pour bâtir un État stable sur la base de principes de l'islam fut temporairement mis en question. La principale cause de ces changements fut tout simplement le vieillissement. En 1840, les réformistes, qui avaient dirigé le *djihād*, étaient devenus des vieillards qui, les uns après les autres, allaient mourir ou prendre leur retraite après avoir gouverné pendant plus de trente ans: Buba Yero du Gombe en 1841, Atiku de Sokoto en 1842, Yakubu du Bauchi en 1845, Sambo du Hadejia en 1845, Dan Kawa du Katagum en 1846, Ibrāhīm Dabo du Kano en 1846, Adama de l'Adamawa (Fombina) en 1848. Les émirats orientaux furent les plus touchés; mais, dans l'Ouest, l'émir du Yauri perdit le pouvoir de 1844 à 1848; et celui du Nupe fut remplacé par un chef de mercenaires de 1847 à 1856.

Dans le domaine militaire, les menaces et les défaites se multiplièrent. En 1843 et 1844, des Katsinawa réfugiés au Maradi déclenchèrent, dans l'ouest de l'émirat du Katsina, un grave soulèvement qui fut réprimé par

18. Le recensement de 1921 range 34 903 *mallam* sous la rubrique «enseignants», mais indique qu'environ 46 000 personnes exerçaient la profession de *mallam*, tout en reconnaissant, bien entendu, que les deux catégories se chevauchaient. Ces chiffres doivent naturellement être maniés avec précaution. Voir C. K. Meek, 1925, vol. II, p. 218, 226 et 256-257.

les forces combinées de six émirats ; la zone rebelle fut si sévèrement punie par l'émir du Katsina que le calife fut obligé de le destituer. Beaucoup plus graves furent les soulèvements du Zaberma, du Kebbi et du Gobir, de 1849 à 1854, qui mirent en péril Sokoto et Gwandu, et la rébellion dirigée par Bukhari à Hadejia, qui se solda par la défaite de Sokoto. L'autonomie du Hadejia, qui dura de 1843 à 1863, entraîna la dévastation et la famine sur une grande échelle, et l'asservissement de populations entières. En 1847, l'émirat de Kano avait connu la famine pour la première fois depuis plusieurs dizaines d'années, de telle sorte que les guerres menées par Bukhari eurent pour effet de prolonger cette famine pendant plusieurs années dans l'est de l'émirat.

Enfin, des mouvements intellectuels et religieux entraînèrent des émigrations durant la décennie 1845-1855. La parution du livre d'al-Had̲j̲d̲j̲ 'Umar, en 1845, attisa la controverse au sujet de la confrérie de la Tijāniyya, et en particulier sur l'intérêt que lui aurait porté le calife Muḥammad Bello — point qui amena les vizirs de Sokoto à rédiger de longues réfutations<sup>19</sup>. Le premier ministre de l'émir de Gwandu, Modibo Raji, qui était aussi un éminent lettré de l'époque du *d̲j̲h̲ā̲d̲*, démissionna vers 1850 en révélant qu'il avait secrètement appartenu à la Tijāniyya, et partit vers l'est s'établir dans l'Adamawa. D'autres tijānī, venus de Kano, se joignirent à lui, tandis que Zaria aussi devenait un centre d'attraction pour les lettrés tijānī. Un lignage « royal », les Mallawa, adhéra à la Tijāniyya, mais le seul émīr tijānī de Zaria, au XIX<sup>e</sup> siècle, Sīdī 'Abd al-Kādir, fut déposé après neuf mois de règne en décembre 1854. Associés peut-être à tort à ce mouvement, Mallam Hamza et quinze autres lettrés quittèrent Kano en signe de protestation, et s'établirent finalement au Ningi ; ils y organisèrent par la suite un État d'où des raids furent menés avec succès contre les émirats de Kano et de Bauchi. Vers 1855, un certain Ibrāhīm Sharīf al-Dīn, aidé sans doute dans ses desseins par la situation économique qui régnait dans l'est de l'émirat de Kano, réussit à entraîner de nombreux sujets de Kano et des émirats orientaux dans une vaste migration d'inspiration mahdiste ; partis vers l'est, ils furent massacrés au Baguirmi.

Malgré tous ces bouleversements, certains éléments de stabilité demeurèrent. C'est du reste cette stabilité du système qui est peut-être son trait le plus remarquable. Pendant toute la période considérée, les deux principales figures du califat, l'émir du Gwandu, Khalīl (qui régna de 1833 à 1858, mais ne prit plus part aux opérations militaires à partir de 1849), et le calife, le jeune 'Alī b. Bello (1842-1859), restèrent en fonction, de même que plusieurs jeunes émīrs dans l'est du califat. Nous connaissons particulièrement bien la situation générale du califat durant cette période grâce au journal du voyageur Heinrich Barth, qui vécut dans la région de 1851 à 1855. Barth note un sentiment d'insécurité ; mais rien, dans son récit, n'indique que régnait le désordre qu'on peut imaginer d'après les bouleversements que j'ai évoqués.

19. U. al-Fūtī, 1845. Au sujet de la controverse, voir M. Last, 1967a, p.215-219. Pour des relations quelque peu divergentes de la carrière d'al-Had̲j̲d̲j̲ 'Umar, voir J. R. Willis, 1970, et O. Jah, 1973.

Le serviteur hawsa de Barth, Dorugu, qui à cette époque était esclave à la frontière entre l'émirat de Daura et le Damagaram, fournit cependant un témoignage direct sur les effets que les raids et la famine avaient sur la vie des cultivateurs et de leurs familles<sup>20</sup>.

Il est peut-être simpliste de dire que, durant cette période de transition, le pouvoir est passé d'une génération à la suivante non seulement dans le califat, mais aussi chez ses ennemis, par exemple au Borno et au Maradi. Mais le fait est que, des deux côtés de la frontière, la plupart des émirs qui régnaient vers 1855 restèrent en fonction pendant encore quinze ou vingt ans, constituant ensemble effectivement une génération nouvelle. Il convient de remarquer que le califat et ses voisins n'étaient pas les seuls États du monde qui, après avoir subi un bouleversement au début du siècle, connurent une période critique vers 1850; on pense évidemment à l'Égypte, à la France, à l'Autriche, à l'Allemagne, à l'Italie. Ce qui, dans le califat comme dans ces pays, caractérise la décennie, c'est le malaise intellectuel qui a, semble-t-il, conduit à remettre en question la légitimité de l'État au nom des principes mêmes que celui-ci était censé incarner. Nous ne savons pas encore exactement pourquoi ce malaise s'est manifesté au grand jour, ni quelle a été la réaction des lettrés attachés au régime; mais, étant donné la nature de la controverse et des antagonistes, un certain nombre de documents écrits nous sont parvenus à son sujet. J'ai l'impression qu'à cette époque la communauté des lettrés s'est divisée de façon durable en deux camps, les uns renonçant désormais à s'occuper des affaires de l'État, les autres essayant de préserver une administration islamique. Cinquante ans plus tard, quand les puissances coloniales chrétiennes imposèrent leur domination, un problème similaire causa une semblable division, mais l'enjeu était alors plus clair.

### 1855-1880

Le résultat le plus notable des événements survenus entre 1845 et 1855 fut d'ériger le *statu quo* en politique acceptable aussi bien pour le califat que pour nombre de ses ennemis. En 1863, à la mort de l'émir rebelle Bukhari, Hadejia revint automatiquement sous l'autorité du calife. Même au Nupe, les guerres civiles prirent fin en 1859. Le Nupe devint pour la première fois une entité politique stable; mais ce fut au détriment de ses voisins du Nord, où un nouvel émirat, Kontagora, se formait aux frontières de l'émirat de Yauri, du Nupe et de l'émirat de Zaria. Kontagora attira les aventuriers, dont beaucoup de sang «royal», qui ne pouvaient satisfaire leurs ambitions dans les émirats existants. Ces aventuriers étaient également attirés par d'autres régions, notamment celle de la frontière des émirats de Zaria et de Bauchi et, à l'est, par les émirats semi-autonomes de l'Adamawa. Parmi les émigrants, il n'y avait pas que des pèlerins; mais il n'y avait pas non plus que des guerriers. Les éléments mobiles

20. H. Barth, 1857. L'autobiographie de Dorugu est reproduite dans: A. H. M Kirk-Greene et P. Newman (dir. pub.), 1971, p.29-201.

de la population, qui venaient aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur du califat, ne pratiquaient plus seulement le métier des armes; certains vivaient du portage, du commerce ou de la chasse à l'éléphant (pour l'ivoire), et plus tard de la récolte du latex. Ces hommes, quelle que fût leur origine, étaient généralement appelés «Hawsa», ce qui voulait dire qu'ils n'appartenaient pas à un groupe ethnique déterminé, mais à la société plus vaste du califat, avec son économie atomisée et complexe et sa langue véhiculaire<sup>21</sup>.

Durant cette période, l'histoire des émirats présente deux caractéristiques principales. La première est la paix et la stabilité relatives dont jouit la région. Raids et attaques se poursuivirent, mais il ne s'agissait pas d'invasions susceptibles de mettre sérieusement en péril le califat, voire de le renverser. De même, les émirats poursuivirent leurs activités militaires, mais les adversaires se neutralisaient. Les ennemis du califat avaient eux-mêmes établi des régimes politiques stables. C'est après 1880 que la région recommença à connaître des crises.

La seconde caractéristique importante est l'expansion économique du califat, dont témoigne les faits suivants: la mise en valeur de nouvelles terres; l'établissement de nouveaux villages, et la poursuite de l'immigration de main-d'œuvre libre ou servile; l'accroissement du nombre des marchands et des transporteurs établis en pays hawsa sur les principales voies commerciales et dans le commerce des principaux produits, ce qui semble montrer que des marchands étrangers venaient s'installer dans les villes hawsa; l'extension du rayon d'action des marchands hawsa à de nouvelles zones situées loin des frontières du califat, le cauri devenant en même temps la monnaie employée dans ces zones; la progression des exportations de tissus apprêtés et autres marchandises vers d'autres régions du Soudan occidental, ainsi que des exportations d'ivoire et de beurre de karité par exemple, vers l'Europe, et l'augmentation des importations de produits très appréciés comme la noix de kola et divers produits européens. Il semble qu'on ait trouvé sans difficulté la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire non seulement pour la production, mais aussi pour le transport et le conditionnement: par exemple, bien que Michael Mason ait calculé qu'il fallait 1 500 pots pour conditionner seulement 25 tonnes de beurre de karité, les exportations de beurre du Nupe passèrent de 120 à 1 500 tonnes entre 1871 et 1878<sup>22</sup>.

Le développement économique s'accompagna d'inflation. Il est toutefois impossible de connaître avec précision non seulement les conséquences sociales de cette inflation, mais même ses caractéristiques, sans parler des différences locales. Les taux de change publiés par Marion Johnson montrent que le dollar-argent, qui valait 2 500 cauris vers 1855, en valait 5 000 vers 1890<sup>23</sup>. D'après les chiffres fournis par M. G. Smith, les impôts semblent avoir augmenté à peu près au même rythme, tandis que, selon les prix mentionnés

21. Sur la diaspora hawsa, voir M. Adamu, 1978.

22. M. Mason, 1970, chap. 3. Au sujet des tissus, voir P. J. Shea, 1974.

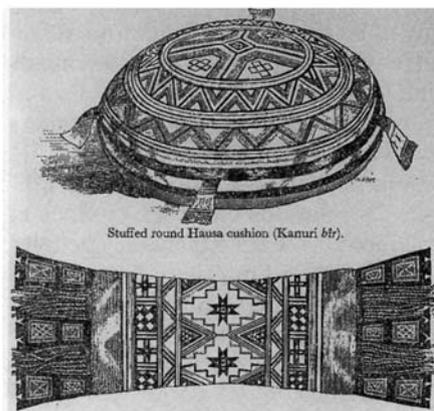
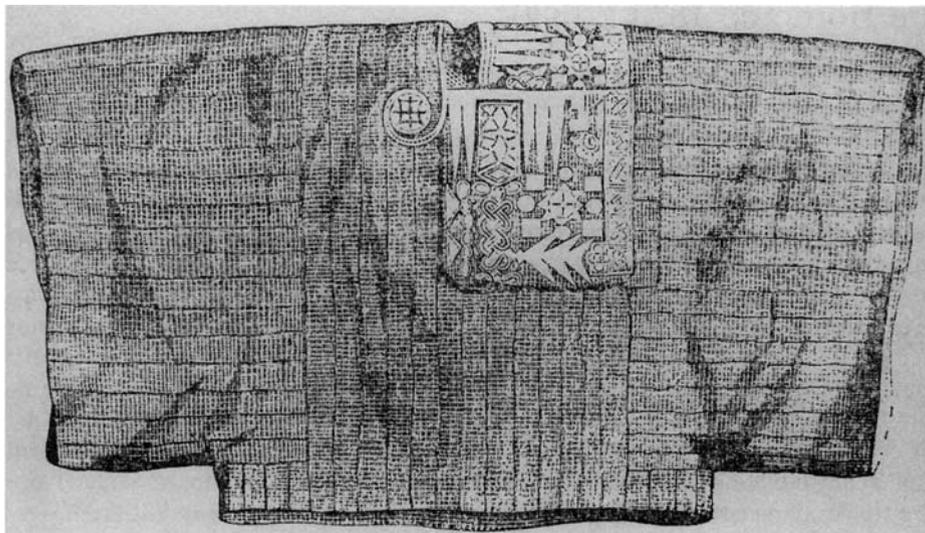
23. M. Johnson, 1970.

par Barth et par d'autres voyageurs qui ont visité plus tard le califat, le coût de la vie, du moins pour les riches, aurait augmenté deux fois plus vite<sup>24</sup>. Si ces estimations sont en gros correctes, cela signifie que la petite noblesse percevant des revenus moyens, mais qui ne provenaient ni du service de l'État, ni de la vente des esclaves, ni du commerce extérieur spécialisé, a dû voir son niveau de vie baisser pour se rapprocher progressivement de celui des producteurs primaires — cultivateurs et artisans, esclaves ou libres — qui ont probablement profité un peu de l'inflation. Cette évolution aurait eu pour effet d'aviver la concurrence pour les postes de l'administration, en même temps qu'elle favorisait les idées millénaristes qui continuaient à couvrir dans le califat, au point de susciter les émigrations et les guerres civiles qui marquèrent les vingt dernières années du siècle. Ces crises mettaient en évidence un problème fondamental de la dernière période du califat : le danger de voir le nombre de fonctionnaires, de leurs parents et de leurs clients, ou leurs attentes, continuer à s'accroître, en dépit de toute récession économique.

Sur le plan intellectuel, cette période est marquée par la progression de l'emploi du *hawsa*, aux dépens de l'arabe et du fulfulde, dans les livres et les poèmes. Des parents du *shaykh* traduisirent des poèmes de l'époque du *djihād*, ce qui donne à penser que les idées et les actions des premiers réformistes intéressaient un assez vaste public qui lisait le *hawsa* transcrit en caractères arabes plus facilement que l'arabe<sup>25</sup>. Les œuvres originales de cette période qui nous sont parvenues sont moins nombreuses que celles des périodes précédentes. Il semble par ailleurs, que dans l'Adamawa, il y ait eu une certaine tension entre le gouvernement et les lettrés ; l'émir chercha à imposer sa volonté en ce qui concerne les livres à enseigner ; mais cette mesure, qui était sans doute dirigée contre les *tijānī*, fut abrogée par son successeur, l'émir Sanda, qui fit entrer des lettrés dans son conseil. Le XIII<sup>e</sup> siècle de l'hégire touchant à sa fin (1300 de l'hégire = 1883 de l'ère chrétienne), il est fort possible qu'il y ait eu des attentes millénaristes ; mais elles ne prirent une expression politique que vers 1883, à Kano, sous l'impulsion de Liman Yamusa, à la frontière du Borno, sous l'impulsion de Jibril Gaini, et dans l'Adamawa, sous celle d'un arrière-petit-fils du *shaykh*, Hayatu. Ailleurs, la situation resta calme, car il est probable que des habitants de l'Ouest émigrèrent vers ces foyers de l'Est en vue d'accomplir l'ultime pèlerinage, lequel n'eut lieu qu'en 1903.

24. Il est très difficile d'évaluer l'augmentation du coût de la vie pour tel ou tel groupe. On peut, d'après les indications de H. Barth, 1857, établir le prix de divers produits, mais les renseignements que nous fournissent les récits des voyageurs sont moins complets et moins précis pour les années 1880 et 1890 ; voir, par exemple, P. Staudinger, 1889 ; P. L. Monteil, 1894 ; C. H. Robinson, 1895. Le problème est encore compliqué du fait que les prix variaient considérablement selon les régions et les saisons. Ces variations sont peut-être accentuées, dans le cas de Monteil, par le grand nombre de personnes qui l'accompagnaient ; et dans celui de Robinson, par la guerre civile dans l'émirat de Kano. Sur Kano, voir M. G. Smith.

25. Au sujet de ce mouvement, voir B. Saïd, 1978.



Stuffed round Hausa cushion (Kamuri bfi).



22.3. Articles d'artisanat hausa collectionnés par Gustav Nachtigal en 1870.

[Source: G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. de A. G. B. et H. J. Fisher), 1980, vol. II, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustrations reproduites avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

## Le Borno de 1820 à 1880

L'histoire du califat est inextricablement liée à celle de ses voisins et de ses ennemis. Les petits États voisins du califat furent amenés, sous l'effet de cette proximité, à adopter des institutions politiques capables de résister aux pressions extérieures; ces institutions reflétaient souvent celles des États musulmans. Des chefs ou des « hommes forts » firent leur apparition dans des sociétés qui n'avaient jamais eu d'organisation politique unifiée — mais l'histoire de ces sociétés reste encore à écrire, et il se peut qu'elle ne soit jamais analysée. Le séisme dont Sokoto fut l'épicentre eut des répercussions jusque dans des régions très éloignées, les tributaires du califat se retournant contre leurs voisins plus faibles qu'ils soumettaient à des raids, ou dont ils exigeaient eux-mêmes un tribut. Mais les relations ne prenaient pas que la forme de la guerre. Le commerce était organisé depuis des siècles malgré le faible développement démographique et économique des États concernés. Les marchands du califat, comme l'avaient fait avant eux ceux d'autres États dominants, s'infiltrèrent sans se soucier des frontières dans ce réseau commercial, qu'ils développèrent et modifièrent.

En fait, le mot « frontières » est difficile à employer dans ce contexte; il s'appliquait, semble-t-il, davantage aux droits d'imposition qu'à la circulation des personnes. Il en va de même du mot « ennemi ». Ainsi, l'émir de Katsina, Siddiku, repoussa des envahisseurs venus du Maradi; puis, ayant été déposé par le calife pour avoir puni trop sévèrement les alliés du Maradi, il se réfugia au Maradi et, avec son aide, envahit le Zamfara, tributaire du califat; enfin, lorsqu'il se retira, c'est à nouveau à Sokoto qu'il choisit de s'établir. De même, celui qui se rebellait contre un émirat pouvait se réfugier dans l'émirat voisin sans que cela soit une cause de friction entre les deux émirats. Les marchands hawsa commerçaient souvent avec l'ennemi en temps de guerre, et ils suivaient n'importe quelle armée d'invasion, prêts à acheter les prisonniers qu'elle faisait en échange d'armes et de chevaux.

Bref, les identités fondées sur les nationalismes locaux ou l'origine ethnique servaient, le cas échéant, à organiser les relations entre les groupes et non à les isoler. Le califat formait par conséquent, avec les États et les peuples qui l'entouraient, un ensemble social et économique à l'intérieur duquel — et ce n'est pas surprenant — les événements politiques qui se produisaient dans un État pouvaient susciter un écho pratiquement immédiat dans un autre; et où l'orientation générale et la chronologie de ces événements étaient similaires.

L'histoire du Borno fournit un exemple de cette interdépendance. Le Borno était l'adversaire et le voisin le plus important du califat, qui lui avait ravi la suprématie; ce qui se passait sur le plan politique dans un de ces deux États revêtait une grande importance pour l'autre. Cependant le modèle du Borno est très différent de celui du califat, offrant une solution de rechange à laquelle le *shaykh* 'Uthmān avait failli recourir.

Il n'est pas possible dans ce chapitre de retracer en détail le *djihād* mené par le *shaykh* 'Uthmān dan Fodio, et de décrire les effets immédiats qu'il

eut sur le Borno<sup>26</sup>. Il suffit de rappeler que le Borno résista aux attaques lancées contre ses populations et, en conséquence, perdit temporairement sa capitale — prise par les *mudjahidūn* — et définitivement une grande partie de son territoire. Le *may* de Borno chercha des armes semblables à celles de Sokoto pour relever à la fois le défi idéologique et le défi militaire : il fit appel au *shaykh* al-Haǧǧj Muḥammad al-Amīn al-Kanēmi, lettré estimé qui connaissait bien la vie politique du monde méditerranéen et avait des attaches au Fezzān ; au Borno même, il était lié aux pasteurs arabes shuwa, et son entourage comprenait des Kanembu. Il représentait en somme l'ordre international établi face aux réformistes « fellata » (fulbe).

Après les victoires militaires d'al-Kanēmi, le *may* lui donna le statut de chef semi-autonome résidant à Ngurno, une espèce de vice-roi comparable au *galadima* traditionnel du Borno qui lui, résidait à Nguru. Il ne reçut ou ne prit aucun titre officiel ; bien qu'il ait été, par la suite, qualifié de *waziri*, ce titre aurait voulu dire qu'il avait accepté non seulement le régime politique, mais aussi son rôle subordonné dans ce régime<sup>27</sup>. Qui plus est, aucun autre dignitaire avant lui n'ayant rempli des fonctions aussi étendues, puisqu'il était à la fois investi du commandement militaire et chargé de l'administration d'un territoire sur lequel il exerçait une autorité plus personnelle que le *may* sur le reste du Borno, al-Kanēmi confia à ses esclaves le gouvernement des villes ; il étendit son pouvoir en administrant directement les chefferies semi-autonomes qui lui étaient subordonnées. Il s'entoura d'une armée permanente de lanciers kanembu et établit aux frontières, sous le commandement d'esclaves, des garnisons comparables aux *murābiṭūn* de Sokoto. Son conseil se composait de six de ses amis, dont il connaissait certains depuis l'enfance. Comme le territoire sur lequel il exerçait son autorité était au début relativement exigü et peu peuplé, le commerce et la vente des esclaves lui rapportaient plus de revenus que ses fiefs, où il chercha à attirer diverses populations. Sa cour était restreinte, et il confiait plutôt les charges officielles à des esclaves car ceux-ci, n'appartenant pas à de grandes familles, non seulement lui étaient entièrement dévoués, mais aussi lui coûtaient moins cher.

En revanche, le *may*, qui conservait sa cour, ne tirait plus de son territoire, considérablement réduit, assez de ressources pour entretenir et pour récompenser ses courtisans ; de plus, il ne put pas ou ne voulut pas s'emparer d'une chefferie semi-autonome comme celle de Marte, qui relevait de son domaine d'influence. Mais il détenait l'autorité traditionnelle due à la légitimité dynastique, ainsi qu'à la stabilité et au sentiment d'identité liés à ces circonstances.

26. Pour des précisions sur le *djihād*, voir L. Brenner, 1973, p. 26-47. Le principal texte sur le *djihād* écrit par un contemporain est celui de Muḥammad Bello, 1951 ou 1964.

27. Voir le document traduit par H. R. Palmer, 1928, vol. II, p. 119 (qui porte sur la restauration de Dunama comme *may* et la « déposition » de Ngileroma).



22.4. Le *shaykh* Muḥammad al-Amīn al-Kanēmi.

[Source : Denham, Clapperton et Oudney, *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa*, 1826, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

## La première période : la dyarchie du Borno (1820-1845)

En 1820, le Borno se divisait politiquement en deux zones qui parfois se chevauchaient : le *shaykh* et ses conseillers (qui résidaient maintenant à Kukawa) exerçaient leur autorité sur le Sud, l'Est et l'Ouest ; le *may* et sa cour, à Birni Kafela, exerçaient la leur sur le reste du Borno. En 1820, la position du *shaykh* s'était considérablement renforcée, sinon officialisée. Le *may* Dunama était mort au cours d'une bataille livrée contre le Baguirmi, et al-Kanēmi avait présidé à l'accession au trône du jeune fils de Dunama, Ibrāhīm. C'est à ce moment qu'al-Kanēmi prit le titre de *shaykh*, et son sceau porte la date de 1235 (c'est-à-dire 1819-1820 de l'ère chrétienne), comme année de sa propre accession au pouvoir (c'était en tout cas la date qu'il tenait à commémorer).

Il est d'usage de relater l'histoire du Borno comme si c'était à partir de ce moment qu'al-Kanēmi avait exercé l'autorité suprême. Cela est peut-être exact, mais les documents dont nous disposons ne sont pas concluants. Il s'agit notamment des comptes rendus de deux témoins oculaires, les envoyés britanniques Denham et Clapperton<sup>28</sup>. Ces comptes rendus manifestent une telle partialité en faveur d'al-Kanēmi et contre le *may* Ibrāhīm qu'ils ne peuvent guère être sérieusement considérés comme des analyses politiques objectives<sup>29</sup>. Invité d'al-Kanēmi, ami des marchands nord-africains qui fréquentaient sa cour, et voyageant sous la protection d'un Tripolitain qui négociait avec le *shaykh*, Denham manifeste une prévention considérable contre le *may*, dont il ne fréquente et ne comprend guère la cour.

Il semble rétrospectivement fort possible qu'al-Kanēmi ait accédé assez tôt à l'autorité suprême ; mais cela n'est sans doute pas apparu aussi clairement à ses contemporains. Le *may* Ibrāhīm avait encore une cour très nombreuse : d'après Denham, 260 à 300 courtisans assistaient au lever du *may*, et parmi eux il y avait sûrement des feudataires, avec leur suite. Al-Kanēmi lui-même devait, comme tous les autres feudataires, envoyer au *may* une partie des revenus qu'il tirait de ses fiefs — la moitié selon Denham. Certains partisans du *may* se montraient particulièrement hostiles aux nouveaux venus, par exemple les Sugurti Kanembu, les Shuwa noirs, des lettrés reconnus comme Mallam 'Abdullāh de Yale Garua ou le Mallam Fanami du Manga. Il était également prévisible que les dignitaires traditionnels comme le *galadima* ou le *martema* s'opposeraient à l'accroissement des pouvoirs d'al-Kanēmi. On pourrait mentionner également les *chima jilibe* qui commandaient aux clans kanuri ; mais les écrits des historiens ne permettent pas de savoir dans quelle mesure, au début, ces chefs de clans étaient encore nommés par le *may*, ou même s'ils lui restaient loyaux. Nous ne savons pas non plus exactement à

28. H. Clapperton, 1829.

29. L. Brenner, 1973, p.21-22 et 46-47, cite des passages de Denham et Clapperton sur al-Kanēmi et le *may* Ibrāhīm, où leur partialité apparaît clairement. La plupart des informations figurant dans cette section sont tirées de cet ouvrage de L. Brenner et de l'étude de J. E. Lavers, 1977. Je suis très reconnaissant à John Lavers de ses commentaires sur cette section ; il n'est pas pour autant d'accord avec toutes mes interprétations.



22.5. Un des lanciers kanembu du *shaykh al-Kanēmi*.

[Source : Denham, Clapperton et Oudney, *Narrative of travels and discoveries in northern and central Africa*, 1826, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

partir de quand les responsables régionaux (*chima chidibe*) furent nommés par al-Kanēmi; mais les doléances formulées par la suite concernant l'extension de la domination des Shuwa (à la province de Gazir, en 1842) donnent à penser que cette extension ne fut sans doute ni très rapide ni complète. Du reste, la division du pouvoir entre responsables régionaux et chefs de clans pouvait facilement être adaptée au type de dyarchie que j'ai évoqué. C'est

pourquoi, bien que nous ne sachions pas exactement quels *chima* résidaient à la cour du *may* à Birni Kafela, j'estime qu'il y a lieu de supposer que la majorité des membres de l'« aristocratie kanuri » y résidaient, même s'ils étaient représentés en même temps à Kukawa auprès du *shaykh* par un parent plus jeune.

Pour bien comprendre la conduite d'al-Kanēmi, il faut voir, dans le *may* Ibrāhīm, non pas le personnage ridicule que Denham nous dépeint, mais le chef d'un État encore puissant. Les fonctions d'al-Kanēmi, qui faisaient de lui une espèce de « super-*galadima* » ou de vice-roi, comprenaient la surveillance des frontières non seulement au sud-ouest (le *galadima* étant chargé de la frontière de l'Ouest), mais aussi au sud. Il avait le droit de lever des troupes. Les Nord-Africains se trouvant au Borno relevaient de lui, de même que les relations internationales qu'impliquait leur présence. À l'ouest, de 1824 à 1830, al-Kanēmi se soucia moins d'attaquer le califat que de rétablir, à Nguderi, un Borno occidental échappant à l'autorité du *galadima*. Son intention était probablement d'englober, dans cet État, certains des émirats orientaux de Sokoto (sinon celui de Kano); mais il n'y parvint pas. Il réussit cependant à chasser un tributaire du calife, Muḥammad Manga et, en avançant jusqu'à Kano, démontra la puissance militaire du Borno dans cette région frontrière. De plus, il contribua au rétablissement de l'État du Gumel dont il obtint l'allégeance en gagnant le soutien des Manga qu'il venait de défaire. Ainsi encerclé, le *galadima* s'enfuit à Sokoto, puis revint se soumettre à al-Kanēmi, qui ne lui laissa qu'un territoire très réduit. En 1830, al-Kanēmi avait donc son État à lui, le Borno occidental, qu'il gouvernait avec le concours d'esclaves — les *kachella* — et dont les diverses populations n'éprouvaient pas une particulière loyauté vis-à-vis du *may*.

À ce « sous-État » occidental s'ajoutait, au sud, une zone similaire, elle aussi administrée par des esclaves, qui comprenait essentiellement les villes kotoko et les marches du Baguirmi. Au début, de 1818 à 1824, al-Kanēmi avait tenté, en vain, avec l'aide de Nord-Africains, d'établir au sud-est un grand protectorat du Kanem avec le Baguirmi pour vassal. Les guerres qui permirent cette expansion attirèrent certainement de très nombreux volontaires — des cavaliers venus de Birni Kafela — comparables aux volontaires de Sokoto qui partaient se battre dans les émirats de Zaria et de Bauchi. Cependant, la plus grande partie du Borno proprement dit, à l'est du lac Tchad, restait sous l'autorité traditionnelle des chefs kanuri fidèles au *may*.

Il n'y a pas de raison de penser que ce partage du pouvoir n'a pas bien fonctionné: le *may* gouvernant la plus grande partie du pays kanuri et en tirant ses revenus, le *shaykh* gouvernant les zones frontières de l'Ouest et du Sud, utilisant la cavalerie du Borno et envoyant au *may* la part des revenus qui lui était due. Al-Kanēmi n'essaya pas d'avoir une cour plus brillante que celle du *may*. En fait, à certains égards, ils se conformaient au modèle ancien qui veut que la ville royale traditionnelle soit séparée par une distance de quelques kilomètres de la ville commerçante habitée seulement par des musulmans, à l'exception d'un quartier réservé aux étrangers. Et

pour des étrangers comme Denham et ses amis, toute l'activité semblait concentrée à Kukawa.

Très peu d'indications nous sont parvenues sur les activités de la cour du *may* Ibrāhīm, d'autant moins que rares furent ceux qui survécurent à la destruction de la dynastie en 1846. Durant sa visite au Borno, al-Hadjjī 'Umar convertit à la Tījāniyya un membre important de la famille du *may*, ce qui, d'après la tradition historique, lui attira l'hostilité d'al-Kanēmi (en fait, nous ignorons s'il s'agit d'al-Kanēmi ou du *may*)<sup>30</sup>.

À mon sens, une des raisons du bon fonctionnement du dispositif mis en place par le *may* et al-Kanēmi est l'absence remarquable, chez ce dernier, de tout dogmatisme et de toute ambition. Il ne paraît pas avoir envisagé la transformation du Borno. Ses écrits ne contiennent aucun projet de réforme. Il ne partageait ni les attentes millénaristes ni la volonté d'agir vite des dirigeants de Sokoto, et n'attira pas autour de lui des hommes ayant le même sentiment d'une mission à accomplir. Il répugne lui-même à faire part des raisons pour lesquelles il reste au Borno; sa curiosité le portait vers de larges horizons, et il refusait la fidélité à une ethnie déterminée. L'absence d'idéologie et l'absence de cette assurance et de ce dynamisme que peut inspirer une idéologie font que le Borno se distingue très nettement du califat de Sokoto. La poésie n'y chantait pas la gloire des « martyrs ». S'il mit fin au monopole de l'allégeance dont avait bénéficié jusqu'alors le *may*, al-Kanēmi n'offrit guère en échange qu'une nouvelle allégeance envers sa personne, une commune hostilité vis-à-vis des Fulbe de Sokoto, et une adhésion au monde islamique dans son ensemble, auquel il avait lui-même le sentiment d'appartenir. Il sut se servir de la royauté comme d'une institution autour de laquelle il pouvait rallier tous les habitants du Borno, et qui transcendait les intérêts des différents groupes; de même, le *may* pouvait s'appuyer sur le *shaykh* précisément parce que celui-ci ne partageait pas le zèle réformiste qui aurait détruit le Borno traditionnel. Même s'il l'avait voulu, al-Kanēmi n'était probablement pas assez puissant pour renverser le *may*, et il ne pouvait pas non plus introduire de réformes fondamentales aussi longtemps qu'il avait besoin du *may* pour préserver l'unité du Borno. Certes il envoya, dans les années 1830, une ambassade auprès de la Porte, ce qui montre qu'il rejetait la prétention traditionnelle du *may* au titre de calife; mais cela n'eut aucune conséquence à l'époque. Le Borno se trouva en difficulté lorsque l'État ne put s'appuyer ni sur les institutions traditionnelles ni sur une mobilisation idéologique suffisamment forte; c'est à partir de ce moment (mais pas avant, me semble-t-il) qu'il est possible d'analyser la politique du Borno en termes de relations patron-client, en considérant l'intérêt personnel comme la motivation essentielle.

La relation d'interdépendance entre le *may* Ibrāhīm et al-Kanēmi tenait à la personnalité des deux hommes. On le vit lorsqu'à la mort d'al-Kanēmi, en 1837, il fallut établir, sur de nouvelles bases, les relations du *may* avec le *shaykh*; il semble que ce furent les trois conseillers shuwa d'al-Kanēmi

30. U. al-Naqar, 1972, p. 72-74 et 144.

plutôt que son fils ‘Umar qui proposèrent, ou plutôt dictèrent, au *may* de nouvelles conditions. Le *may*, à juste titre, me semble-t-il, ordonna à ‘Umar de venir à sa cour pour y être installé dans les fonctions de son père; mais les conseillers *kukawa* menacèrent le *may* d’attaquer Birni Kafela s’il ne venait pas lui-même prêter allégeance au nouveau *shaykh*. Jamais, à notre connaissance, le *may* n’avait fait une telle visite à Kukawa, et la signification symbolique de cet acte ne saurait être sous-estimée. Le nouveau *shaykh* ne se contenta naturellement pas de cet affront et versa au *may* un tribut inférieur à celui qu’avait versé son père. Les conseillers d’ ‘Umar compromirent ainsi les résultats de vingt années de coopération avec le *may*, ce qui leur coûta la vie, de même qu’au plus ancien conseiller d’al-Kanēmi, al-Hadīdj Sudani, qui aurait sans doute préféré voir succéder au *shaykh* un autre de ses fils, ‘Abd al-Rahmān. L’avènement d’ ‘Umar devait donc l’opposer non seulement au *may* Ibrāhīm, mais aussi à son propre frère.

### Borno (1845-1855) : une période de transition

Le Borno connu, de 1845 à 1855, des difficultés beaucoup plus graves encore que le califat, du fait non seulement des invasions, de la guerre civile et des exécutions, mais aussi du bouleversement du système politique. La dignité de *may* fut abolie, et sa cour dispersée; la cour du *shaykh*, dépourvue de faste, mais qui entretenait diverses relations internationales, disparut elle aussi. En faisant fusionner les fonctions de *shaykh* et de *may*, ‘Umar établit un nouveau mode de gouvernement qui différait non seulement des régimes antérieurs du Borno, mais aussi du régime du califat de Sokoto.

Voici exposés, brièvement, les événements de cette décennie. Voyant son autorité si sérieusement mise en question, le *may* Ibrāhīm incita, en 1846, le sultan du Wadaī à envahir le Borno. Il refaisait ainsi l’erreur qui avait coûté la vie à son père Dunama, vingt-sept ans plus tôt, lorsque celui-ci avait fait appel au sultan du Baguirmi pour combattre al-Kanēmi. Deux des principaux conseillers d’ ‘Umar, Mallam Tirab et Aḥmad Gonimi, furent tués au cours d’une bataille contre l’armée du Wadaī; ‘Umar fit exécuter le *may* Ibrāhīm après cette bataille, et ensuite défit et tua son successeur, le *may* ‘Alī.

Le nouveau vizir, al-Hadīdj Bashīr, devint le favori du *shaykh*, supplantant ‘Abd al-Rahmān. En 1853, ce dernier fit déposer ‘Umar, et Bashīr fut tué, mais, l’année suivante, il fut lui-même déposé et exécuté. ‘Umar reprit le pouvoir et l’exerça pendant vingt-six ans, jusqu’à sa mort en 1881.

Je crois qu’il ne faut pas voir une simple coïncidence dans le fait que la même décennie se révéla critique tant pour le califat que pour le Borno. Le *djihād*, qui avait opposé les deux États, y avait porté au pouvoir des hommes qui avaient à peu près le même âge; il n’est donc pas étonnant que des problèmes de succession se soient posés en même temps dans les deux États. De plus, le califat n’exerçait plus une aussi forte pression sur le Borno: sur le plan idéologique, les esprits, dans les années 1840, étaient plus préoccupés par le millénarisme et la Tijāniyya que par le *djihād*; tandis que, sur le plan militaire, la détente régnait malgré des campagnes épisodiques et limitées sur les frontières. C’est peut-être justement cette

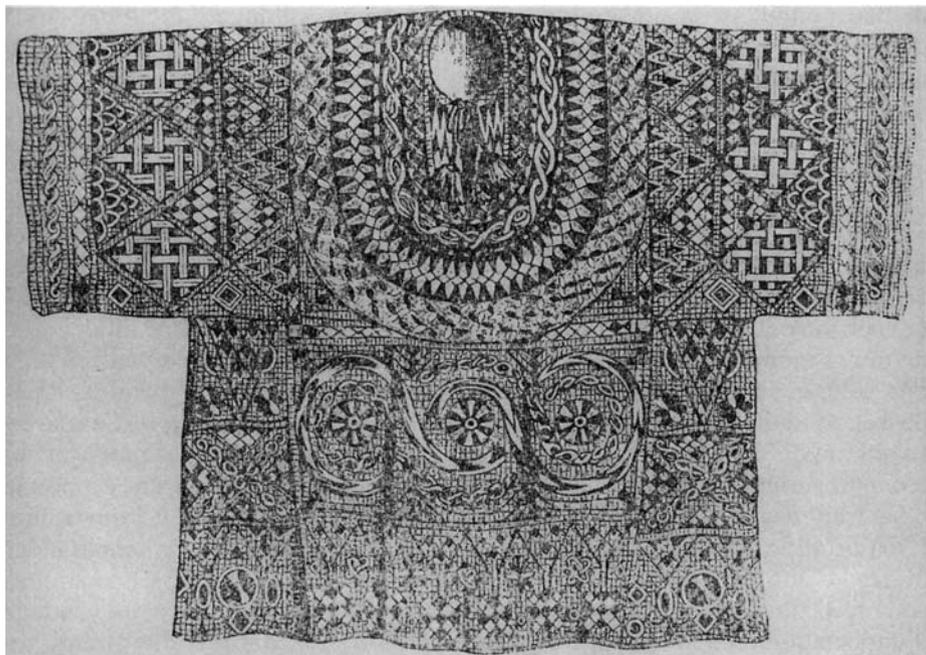
détente qui permit aux rivalités internes de faire surface : la cour de Kukawa n'avait plus besoin du *may* comme symbole de l'unité du Borno ; il n'y avait même plus de besoin d'unité à Kukawa. Une réaction en chaîne s'ensuivit : la guerre civile du Borno encouragea Bukhari à se révolter contre Sokoto ; la confusion qui régnait à la frontière occidentale du Borno conduisit Bashir à prendre des risques excessifs, et 'Abd al-Rahmān à oser déposer 'Umar. L'effet de ces événements sur les masses apparaît dans le soutien qu'elles apportèrent au dirigeant millénariste, Ibrāhīm Sharīf al-Dīn, lorsqu'il traversa le Borno en 1856 dans sa marche vers l'est. Mais il est frappant qu'aucun des deux États n'ait pu ou n'ait voulu tirer profit des désordres que connaissait son voisin, et que la situation soit rapidement redevenue normale après 1855.

La seconde période (1855-1880) : le système politique du Borno

Le Borno fut, pendant cette période, un État unitaire. 'Umar, tout en conservant le titre de *shaykh* et en continuant à résider à Kukawa, donna à sa fonction de chef d'État un caractère plus formel, et s'entoura d'une cour plus nombreuse. Il nomma un premier ministre auquel il conféra des pouvoirs considérables ; mais toute l'autorité était concentrée entre ses mains, et il la délégua à qui bon lui semblait. La cour se composait, comme auparavant, de parents du *shaykh*, de notables libres et d'esclaves fonctionnaires, et, qui plus est, il fut décidé de garder les noms des conseillers d'al-Kanēmi pour les nouveaux titres créés ; mais les esclaves, y compris ceux qui constituaient une armée royale d'environ 3 000 hommes, jouaient un rôle plus important qu'auparavant, même si leurs postes à titre purement individuel étaient totalement soumis au bon vouloir du *shaykh*. Il arrivait que le fils d'un esclave hérite du poste de son père ; mais les esclaves ne pouvaient prétendre, en vertu d'un droit héréditaire, à une fonction ou à un patrimoine déterminé. L'accroissement de la proportion des esclaves dans l'administration eut une incidence sur le processus de recrutement des fonctionnaires libres : en effet, le titre dont héritait un notable libre ne s'accompagnait pas forcément de fonctions ou de pouvoirs spécifiques. Il était donc impossible de préserver l'«équilibre des pouvoirs», et il n'y avait pas de lignages traditionnellement puissants, disposant de leur propre base ; beaucoup de personnages importants ne portaient pas de titre officiel. L'avancement des fonctionnaires se faisait dans le cadre d'une hiérarchie définie par des relations de clientèle avec, à son sommet, le *shaykh*. Par rapport à Sokoto, la concurrence était libre, sans que des droits tenant à la naissance ou au rang y fissent obstacle.

Si cette analyse, qui voit dans la politique du Borno un système de relations de clientèle, est exacte (c'est du reste celle de R. Cohen et L. Brenner), ce système datait de l'époque d'al-Kanēmi, qui, au début, avait confié l'administration de l'État à des esclaves et à quelques amis<sup>31</sup>.

31. L. Brenner et R. Cohen, 1988.



22.6. Blouse brodée d'une femme de Borno, faite dans les années 1870.

[Source: G. Nachtigal, *Sahara and Sudan* (trad. de A. G. B. et H. J. Fisher), 1980, vol. II, Hurst, Londres. © Hurst, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Comme les membres des lignages les plus anciens restaient sans doute fidèles au *may*, le *shaykh* n'eut pas recours à des fonctionnaires héréditaires; par la suite, la mort de ses anciens conseillers, pendant les désordres de 1846-1854, coupa court à toute évolution dans cette direction. Comme, d'autre part, les fonctionnaires du *may* tombèrent en discrédit après 1846, on voit difficilement quel autre système de recrutement le *shaykh* Umar aurait pu appliquer. C'est peut-être néanmoins commettre un anachronisme que de considérer les relations de clientèle comme le système traditionnel du Borno, ou même comme le système dominant au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Les conseillers d'al-Kanēmi n'étaient pas ses clients, mais avant tout ses associés qui jouissaient d'une grande indépendance; d'où le rôle capital qu'ils jouèrent dans les événements qui suivirent sa mort. On aurait encore pu alors assister à la fondation de dynasties de ministres. Tout bien considéré, je crois pouvoir dire que d'importants changements politiques se sont effectivement produits après la période 1845-1855, mais des changements rendus plus faciles par la simple application, à l'ensemble du personnel politique, du principe observé par al-Kanēmi dans la désignation des esclaves-fonctionnaires.

Aussi importantes que ces tendances politiques furent les transformations de l'économie qui devait servir d'assise au système politique. Le fait marquant de la période est, comme nous l'avons vu, le développement du commerce et de la production du califat, avec la colonisation des terres vierges à l'intérieur des frontières et, à l'extérieur, une extension considérable du rayon d'action des marchands hawsa. Non seulement ceux-ci se rendaient au Borno, mais les marchands du Borno tendaient à s'installer en nombre toujours plus grand en pays hawsa. La détente politique et idéologique entre les deux États le permettait; du reste, les embargos du début du siècle apparaissent comme des mesures exceptionnelles quand on les replace dans la longue histoire des échanges du Borno avec les pays situés à l'ouest. Mais il semble que le Borno, qui se trouvait en concurrence avec les centres commerciaux du califat, ait eu de moins en moins de produits à offrir. Il continuait à exporter du natron bien que celui-ci se heurtât sans doute à la concurrence croissante d'autres types de sel produits ailleurs. Une autre exportation de base, celle des esclaves, semble avoir diminué progressivement; bien qu'il soit possible que la main-d'œuvre servile ait augmenté au Borno, la base productive de son économie ne paraît pas s'y être développée au même rythme que celle du califat. L'exportation ou la réexportation des peaux, du cuir, de l'ivoire ou des plumes d'autruche suivait, comme celle du natron ou des esclaves, les routes commerciales des Hawsa, tandis qu'étaient recherchés de nouveaux produits d'importation, tel l'ivoire de l'Adamawa, sous le contrôle du califat. En somme, il semble que le Borno ait été amené à jouer, par rapport à l'économie du califat, le rôle de fournisseur de matières premières et de consommateur de produits de luxe; ce qui entraîna une diminution des profits tirés du commerce par les détenteurs du pouvoir. Le fait que le Borno soit enfin entré, vers 1850, dans la zone monétaire du cauri, qui englobait l'Afrique occidentale, symbolise cette évolution. Autre symbole: les difficultés rencontrées par les marchands pour recouvrer leurs créances dans la capitale, — peut-être le volume des échanges ne justifiait-il plus ces frais — firent que les marchands nord-africains commencèrent à éviter le Borno. Le commerce transsaharien avait constitué un élément important de la politique d'al-Kanēmi, et c'est à cette fin que le Borno avait repris, dans les années 1840, le contrôle de Zinder, localité importante du point de vue du commerce extérieur. Mais cet atout n'était pas suffisant pour permettre au Borno de résister à la concurrence du califat.

Si l'on additionne tous ces facteurs — augmentation du nombre des courtisans (esclaves et hommes libres), hausse du prix des produits de luxe, insuffisance de la production destinée à l'exportation, fin de l'hégémonie commerciale du Borno —, on comprend mieux que le recouvrement des créances commerciales soit devenu plus difficile, où qu'en 1883 il soit devenu nécessaire de confisquer la moitié des biens de chaque contribuable. Dans la mesure où cette confiscation est la conséquence de l'incapacité chronique des contribuables de payer l'impôt annuel, on peut supposer que l'économie rurale ne produisait plus guère d'excédents. Cependant, nous ne savons, avec précision, rien de ce qui s'est passé dans les campagnes de 1855 à 1880, sinon

qu'il n'y eut pas de révoltes paysannes avant les mouvements millénaristes des années 1880.

La stagnation de l'économie était probablement due en partie à l'incompétence du *shaykh* 'Umar; mais elle avait sans doute une raison plus profonde, qui tenait à la relation existant entre l'économie du Borno et l'économie en expansion du califat.

Si cela est vrai, le Borno offre une illustration éclairante des effets du développement économique du califat sur un État limitrophe, ainsi qu'un modèle permettant de comparer l'expérience d'autres États dans la même situation périphérique. Il semble rétrospectivement que, du point de vue politique, le choix des possibilités offertes au *shaykh* 'Umar et à son administration ait été limité. Le Borno, qui avait déjà du mal à conserver le contrôle du Damagaram au nord-ouest, voyait ses possibilités d'expansion territoriale réelle limitées à l'ouest et au sud par l'expansion du califat, et à l'est par le Baguirmi et le Wadaï. Une autre solution aurait pu consister à réduire le nombre des courtisans et à décentraliser l'administration; mais cette politique serait allée à l'encontre de la tendance suivie depuis plusieurs décennies, aurait sapé le système fondé sur les relations de clientèle, et aurait nécessité une expansion territoriale ou des migrations. En l'occurrence, à la stabilité du règne du *shaykh* 'Umar succéda un troisième type de situation — l'irruption de la violence dans la politique et l'élimination des rivaux; mais ces événements sortent du cadre de ce chapitre.

## Conclusion

Malgré les différences évidentes de superficie et de population qui existaient entre le Borno et le califat, la comparaison de ces deux États met en lumière les facteurs qui expliquent la divergence de leurs évolutions historiques. Si l'on se place au niveau le plus simple, celui des personnes, l'opposition initiale peut se résumer comme suit:

Al-Kanēmi devait partager le pouvoir avec un *may* qui, en dépit de sa faiblesse militaire, possédait une grande autorité fondée sur le rituel; en revanche, le califat, à l'époque de Muḥammad Bello, n'avait pas de souverain traditionnel de ce genre.

Al-Kanēmi ne disposait pas du vaste réseau de relations familiales et claniques, sur lequel pouvait s'appuyer si efficacement Muḥammad Bello.

En conséquence, al-Kanēmi s'appuyait sur des esclaves et sur ses amis, concentrant le pouvoir entre ses mains, tandis que Muḥammad Bello devait déléguer une partie de ses pouvoirs à ses compagnons *mudjāhidūn* et *murābiṭūn* qui avaient tendance à constituer des lignages ou des groupes de pression locaux.

Après les défaites subies par le Borno, al-Kanēmi dut, pour unir le pays, faire appel à la fidélité traditionnelle envers le *may*, et compter sur son propre charisme, sur le sens de l'intérêt personnel et sur le sentiment partagé d'hostilité envers les Fulbe; tandis que Muḥammad Bello, après le suc-

cès spectaculaire du *djihād*, put unir ses émirs très dispersés autour de la puissante motivation millénariste de l'islam.

Pour compenser la diminution de ses revenus, le Borno dépendait de l'exportation des esclaves, en partie stimulée par les relations privilégiées existant entre le Borno et l'Afrique du Nord; Sokoto, disposant de ressources plus diversifiées, était au contraire demandeur d'esclaves; cette demande étant stimulée par les divers lignages et la petite noblesse, qui avaient besoin de main-d'œuvre pour la production agricole et artisanale, au grand profit de l'économie du califat, à long terme.

Les tensions entre les deux États, durant la première période, constituent en outre un facteur important de leur évolution politique et idéologique. À l'inverse, l'atténuation relative de ces tensions favorisa indirectement les désordres de la période 1845-1855 et leur endiguement.

Après 1855, lorsque la rivalité devint plus économique que politique, le système politique du Borno tendit à faire une place importante aux relations de clientèle et à l'avancement personnel; tandis que le gouvernement du califat favorisait la mise en place de groupes d'intérêts, tout en préservant la fidélité à l'islam, qui, bien qu'elle ne fût plus dominée par l'inspiration millénariste, permettait de limiter ces intérêts et fournissait une règle morale. En raison du dynamisme relatif du califat, qui disposait de surcroît de richesses naturelles supérieures, le Borno vit son économie devenir de plus en plus exsangue; même si la détente permit aux agriculteurs et aux marchands du Borno d'écouler plus facilement leurs produits sur le marché en expansion du califat. Si, au Borno, ce furent les habitants de la capitale qui souffrirent le plus du déclin économique, dans le califat, c'est la petite noblesse pieuse qui semble avoir été la principale victime de l'évolution du régime.